2e année. Numéro 64. Hebdomadaire.

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

Vendredi 28 novembre 1930.

LA VERITE
45, Boulevard de la Villette
Paris Xe.
Hebdomadaire
Prix du numéro : 50 centimes.

La Vérité

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION)

ABONNEMENTS
France et Colonies :
6 mois : 13 frs. 1 an : 25 frs.
Etranger :
6 mois : 20 frs. 1 an : 35 frs.
Chèque postal : P. Frank 136.855.

La crise mondiale

Offensive internationale contre les salaires

Aux prises avec la crise économique, la bourgeoisie s'efforce, pour réduire son capital circulant et surtout pour augmenter sa capacité de concurrence par l'abaissement des prix de revient, d'attaquer de front les salaires ouvriers.

Pour les capitalismes européens qui connaissaient des difficultés économiques plus aiguës que le puissant rival américain, la politique des bas salaires est constante. Mais la crise actuelle détermine une nouvelle offensive généralisée. En Angleterre, l'accord relatif aux salaires dans les chemins de fer expirait le 11 novembre. Les compagnies ont proposé des réductions de 6 shillings par semaine, c'est-à-dire 7 1/2 p. 100. Des réductions globales de salaires sont prévues dans l'industrie textile et dans les fabriques de chaussures. L'application de la journée de 7 heures 1/2 dans les mines comportera une diminution des salaires journaliers.

En Allemagne, la bourgeoisie a attaqué de front les salaires ouvriers. Malgré le puissant mouvement des métallurgistes berlinois, la seconde sentence arbitrale impose une réduction de 10 p. 100 des salaires en deux paliers de 5 p. 100.

En Italie, la dictature fasciste opère une réduction de 12 p. 100 sur les salaires des employés de l'Etat et annonce une réduction forcée ayant pour but de ramener les prix du coefficient cinq au coefficient quatre. Les organisations des travailleurs manuels, des intellectuels et des employeurs sont *invités* à s'entendre pour réaliser dans la discipline ce redressement de l'économie nationale.

Les efforts des bourgeoisies nationales pour défendre par l'exploitation accrue des travailleurs ses positions sur les marchés, s'abritent derrière les promesses de diminution du coût de la vie. La réduction des salaires est immédiate. La diminution du coût de la vie est à venir. Le gouvernement allemand a fait pression sur les boulangers, laitiers et bouchers qui ont « promis » de réduire les prix de vente : le total des réductions atteindra 37 pfennigs par semaine pour une famille de quatre personnes, alors que les salaires des métallurgistes seront diminués de plus de trois marks. En Italie, certaines mesures démonstratives ont été prises pour leurrer les travailleurs. Le prix du pain a baissé dans quelques villes de 0 fr. 10 par kilog. Deux journaux fascistes : *Tevere* et *Lavoro fascista* sont vendus un sou moins cher, et deux cinémas à Rome ont baissé le prix de leurs places.

Il va de soi que la bourgeoisie ne poursuit pas l'abaissement du coût de la vie. Mais ce qui est caractéristique de l'époque de l'impérialisme, c'est la généralité des mesures prises à l'échelle d'une industrie, d'une corporation ou même à l'échelle nationale. Cela témoigne du développement du capitalisme et de l'envergure de sa manœuvre sur le front de la lutte économique.

Il faut souligner encore que l'attaque contre les salaires se fait en Angleterre, sous la présidence du ministère social démocrate de Mac Donald et qu'en Allemagne le cabinet Brünning est soutenu par les socialistes, que la léonine sentence arbitrale de Berlin a été rendue par le socialiste Braun. Dans la crise, la social-démocratie s'accrocha aux basques du capital. Devant les spectres du chômage et de la vie chère, elle cache sa tête sous l'aile du capital. Il est cependant évident que la « grande pénitence » que le capitalisme essaie de rejeter sur les ouvriers n'est qu'un palliatif d'autant plus précaire que l'attaque internationale contre les salaires rétablit l'équilibre entre les concurrents, compromet encore l'état des marchés et finalement aggrave les contradictions. Il reste seulement que la social-démocratie trahit les ouvriers en faisant le jeu du capital national. Aux communistes dans d'amples actions de front unique de défendre les salaires des ouvriers de tous les pays — sur qui se répercute fatalement l'offensive contre les salaires — et de mettre en avant les solutions de l'internationalisme prolétarien.

Mais c'est même en Amérique, dans la patrie de la théorie des hauts salaires, que l'attaque contre les salaires se déclanche. La théorie — selon laquelle les ouvriers bien payés constituent un marché intérieur d'autant plus riche dont bénéficie l'industrie — avait pu être soutenue pour certaines industries favorisées d'U.S.A. dans les conditions spécialement favorables du développement impétueux de l'impérialisme nord-américain. Elle connut son apothéose dans les discours de Hoover, glorifiant la *prospérité américaine*. Ce glorieux échafaudage théorique est battu en brèche par les dures réalités de la crise économiques. Et les socialistes à la Spinasse devront renoncer à cette justification théorique de la paix sociale et de la trahison des intérêts ouvriers. Malgré les prêches de Hoover aux industriels et aux commerçants qu'il réunit en conférences et à qui il demande d' « éviter toute réduction générale des salaires », la crise et la baisse des prix imposent aux patrons américains les lois de l'économie bourgeoise qu'ils n'avaient jamais méconnues.

Il revient à l'I. S. R. de suivre de près, dans le déroulement de la crise, la pesée et l'offensive ouverte contre les salaires dans le monde et en France, où la lutte devra s'inspirer des modalités, selon lesquelles se répercutera à coup sûr, la crise et l'offensive contre le salaire ouvrier.

Debout pour la défense de l'U.R.S.S.!

L'impérialisme mondial aggrave sa campagne contre la révolution russe

Face à l'attaque de l'ennemi intérieur et extérieur, par l'unité communiste!

La presse bourgeoise et socialiste mène grand tapage. Chaque jour des nouvelles sensationnelles sont mises en circulation : révoltes de l'armée rouge, coups d'Etat, etc...

Dans quelles circonstances se déroule cette campagne? Du côté de la bourgeoisie plusieurs faits sont à signaler : 1°) Cette campagne vient continuer l'attaque menée sur la question du « dumping » soviétique au cours d'une profonde crise économique. 2°) Elle se produit dans une période de grandes difficultés intérieures de la Révolution russe, et cherche à habituer les esprits à une chute de la dictature.

L'attaque concertée de la bourgeoisie est visible. Toute sa presse donne le même son de cloche. Elle rejoue les airs qu'elle a déjà souvent joués, mais dans une situation tendue, à la fois du fait de la crise économique mondiale dont la bourgeoisie mondiale ne voit pas l'issue immédiate, et du fait de la situation intérieure en U.R.S.S., qui est sérieuse.

Contre la campagne de calomnies et de faux bruits de la bourgeoisie il faut réagir avec vigueur; il faut démasquer les attaques cachées derrière l'offensive contre le pseudo-« dumping », et celles qui se trament derrière les tissus de fausses nouvelles lancées par les officines contre-révolutionnaires de Riga, Varsovie, Londres ou Paris.

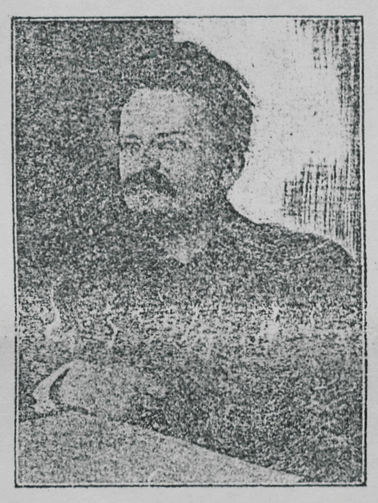
Cette attaque généralisée au moment où la direction stalinienne de l'U.R.S.S. se débat contre les éléments contre-révolutionnaires petits-bourgeois qu'elle a laissé croître, au moment où elle oblige les droitiers à cesser leur attitude ouvertement hostile, ne doit pas nous faire fermer les yeux sur les dangers que court la dictature prolétarienne du fait même de la situation intérieure.

L'opposition de gauche a maintes fois appelé, et appelle sans cesse l'attention des ouvriers sur les difficultés de la situation intérieure de l'U.R.S.S. Au moment même où la bourgeoisie subit une crise qui la pousse à préciser ses tentatives criminelles contre l'U.R.S.S., nous disons hautement que le meilleur, le seul moyen de dresser le prolétariat, en U.R.S.S. et dans les autres pays, contre l'intervention impérialiste et le danger thermidorien, c'est de lui dire l'entière vérité sur l'évolution de la lutte des classes en U.R.S.S.

Par suite des fautes graves commises par la direction stalinienne dans l'élaboration et la réalisation du plan quinquennal et de la collectivisation agraire, la situation de la classe ouvrière ne s'est pas améliorée, des couches considérables de paysans moyens et pauvres ont été dressées contre le parti. L'appareil du parti a réagi et continue à réagir bureaucratiquement, en bâillonnant le parti lui-même.

Or, dans les circonstances actuelles, la véritable sauvegarde de la révolution, c'est la force du parti lui-même. Le parti, et l'Internationale ne peuvent agir de toutes leurs forces que si cesse le régime bureaucratique stalinien.

La pensée et l'action de la gauche, entièrement vérifiés par les événements, doivent s'exprimer dans le parti, servir au parti. Il faut réaliser l'unité communiste autour de la révolution. Chaque semaine, chaque mois qui passent rendent plus nécessaire la participation active de l'aile gauche au travail de défense et de consolidation de la révolution prolétarienne.



L'opposition de gauche est et restera le rempart le plus ferme dans la défense des conquêtes d'Octobre contre l'impérialisme mondial et les forces petites-bourgeoises en U.R.S.S. Les ouvriers communistes doivent exiger sa réintégration dans le parti, pour la libre expression de sa tendance dans le cadre du parti, pour une juste défense de la révolution.

Par la réintégration de l'opposition de gauche dans l'unité du parti VI. C. groupera les meilleures forces de défense et d'attaque révolutionnaires. Il n'y a pas d'autre voie.

La crise dans le parti bolchevik

La presse bourgeoise et réformiste hurle que l'U. R. S. S. est à bout, et que le système soviétique a échoué. Ils apportent comme preuves, le manque de nourriture, l'ébranlement des finances, la grande méfiance des paysans, la destruction de la « vieille garde », les insurrections dans l'armée rouge, etc...

Les campagnes mensongères de la bourgeoisie impérialiste et de ses laquais réformistes ne sont pas une nouveauté pour nous. Exagérations et mensonges ne sont qu'un témoignage de leur haine; aussi, soutiendrons-nous toujours le parti dans sa lutte acharnée contre eux. Mais quant à nous, nous devons voir clairement les dangers qui menacent l'U. R. S. S.; il y a déjà des années que l'opposition russe les a prévus; par milliers, ses partisans ont été bannis ou emprisonnés. L'appareil du parti a usé de toute son influence, de tout son poids (presse, force physique, etc...) pour faire croire que l'opposition russe a trahi les intérêts de la Révolution. Des années se sont écoulées et le prolétariat, à travers toutes les difficultés, commence à connaître la plate-forme de l'opposition communiste. L'appareil ne veut pas discuter de la période qui a suivi la retraite de Lénine. Récapitulons cette période : échec formidable de 1923 en Allemagne et en Bulgarie, défaite de la révolution esthonienne en 1924, théorie de l'intégration du koulak dans l'édification socialiste (1925-1927) et du socialisme dans un seul pays, défaite du comité anglo-russe (1926), échec de la grande Révolution chinoise (1927). Tout cela a été couronné par la « Troisième Période », qui a vidé les rangs des P. C. Enfin le tournant, qui prétendait redresser l'I. C. Pourquoi n'a-t-on pas pu atteindre ce but ? Parce que la base n'a pas pu *discuter* tout ce passé. Tous les passages des positions de droite à des positions ultra-gauche ont été faites par l'appareil sans procéder à l'éducation des masses sur les erreurs commises. Tous les camarades qui ont demandé des explications saines sur le passé ont été chassés par l'appareil. L'étouffement de tous les échecs du parti s'est traduit par l'existence et le développement d'une crise très grave dans la vie intérieure du parti. Au lieu d'éclaircir toutes les divergences politiques, on a collé des étiquettes variées, on a terrorisé les membres du parti, et on est arrivé au résultat que ses membres du parti ont peur d'exprimer librement leur opinion. On pourrait dresser un gand tableau de toutes les « déviations » qui sont citées dans les derniers numéros de la *Pravda*.

Citons quelques-unes d'entre elles : les « trotskystes contre-révolutionnaires », les « demi-trotskystes », les « gauchistes », les « conciliateurs envers les trotskystes », les « temporisateurs », les « droitiers », le bloc des droitiers et des gauchistes », etc... On répète ce qui s'est passé il y a quelques années; on ne dit rien des points de vue politiques, on en extrait quelques phrases sur lesquelles on bâtit un plate-forme contre-révolutionnaire. Le résultat auquel on aboutit, est de désorienter, de désarmer les masses qui ne comprennent pas comment, par exemple, Boukharine, qui dirigeait encore le VIe *Congrès* de l'I. C. est devenu un « bourgeois libéral », et comment son école, dont Yaroslavsky et Staline disaient qu'elle était une école léniniste, s'est transformée en une fabrique de bourgeois libéraux. Comment peut-il se faire que la présidence du Conseil des commissaires du Peuple soit aux mains de Rykov que la presse soviétique qualifie d' « agent des koulak dans le parti » et de « serviteur de l'impérialisme » ?

Bien que dans les derniers mois, des centaines de membres ont été chassés du parti. Les Slepkov, Maretsky, Eichenwald, Zeitlin, Syrtzov (président du Conseil de la R. S. F. S. R.), Lominadze et Chatzkine (de la Jeunesse communiste), sont chassés de leurs postes et surveillés par le Guépéou. Sur quoi la fraction stalinienne base-t-elle ses accusations ? Par exemple, sur l'exclusion d'Eichenwald et de Zeitlin, la *Pravda* du 18 novembre nous apprend qu'ils ont déclaré dans leur cellule (celluie du Conseil des commissaires du Peuple) : « Il aurait fallu que les camarades Boukharine, Rykov, Tomsky se soient expliqués (!). Je ne puis aucunement reconnaître que l'idéologie des droitiers et celle de Kondratiev soient parentes. ...Boukharine, Rykov, Tomsky sont des révolutionnaires prolétaires, les kondratievistes sont des contre-révolutionnaires. » C'est tout ce qu'on peut retirer de la *Pravda* sur l'exclusion d'Eichenwald. Comment peut-on alors expliquer aux ouvriers pourquoi on laisse à la présidence du Conseil des commissaires du Peuple quelqu'un qui n'est pas un « révolutionnaire prolétaire » ?

Dans un autre passage de la même *Pravda*, contre un des guides les plus connus de la Jeunesse, Sten, on base toutes sortes d'accusations sur une seule phrase : « Aujourd'hui, je me trouve dans la ligne que notre parti réalise, je ne vois pas d'autre ligne politique. » La *Pravda* commente cette déclaration de la façon suivante : « Cette déclaration et celle de Lominadze se ressemblent comme deux gouttes d'eau. ...Sten et Lominadze placent l'accent tonique sur le mot : aujourd'hui, pour que *demain* la porte leur reste ouverte. » Un peu plus loin, dans le même article, on apprend que Syrtzov accuse tout le parti de duplicité et d'hypocrisie, et que, dans un bloc avec le « gauchiste » Lominadze, il exige « l'assurance d'une élection véritable des organes dirigeants du parti, qui seront responsables devant la masse du parti ». La *Pravda* fait la remarque que « ce sont les mots d'ordre favoris de Dan, Trotsky, Boukharine, etc... » Des centaines de membres du parti qui veulent exprimer leur pensée à ce sujet, sont traitées par les méthodes de la Guépéou comme des ennemis de la Révolution russe. On ne tolère même pas le silence dans le parti. Le seul droit que possède encore le parti c'est d'être toujours d'accord avec « le C.C. léniniste » c'est-à-dire avec Staline. De cette façon, on étouffe toute pensée politique dans le parti, on détruit toute l'initiative de ses membres. Avec ces méthodes, on ne pourra jamais éduquer une génération nouvelle, capable de guider la classe ouvrière et de prévoir ce qui se passera demain. Capituler devant ces difficultés, c'est aggraver la crise et désorienter les masses encore plus. La récente capitulation de Boukharine aura la même conséquence que les capitulations de Radeck, Zinoviev, etc.... c'est d'être d'accord avec Staline. Cependant, un assez grand nombre de partisans de Smirnov qui avaient capitulé en même temps que lui, se trouvent de nouveau en opposition contre Staline et sont emprisonnés à nouveau.

La bourgeoisie devient plus insolente parce qu'elle voit comment le héroïque parti bolchevik se divise chaque jour davantage. Ce n'est que dans la voie d'une véritable démocratie prolétarienne que le parti pourra surmonter les divergences et toutes les difficultés.

Camarade, as tu envoyé ta souscription ?

IL FAUT SOUTENIR «LA VÉRITÉ» SANS RELACHE

La situation financière de la Vérité *continue à être très mauvaise, en dépit des ressources momentanées de la publicité. Il faut que chacun de nos camarades se mette bien cela dans la tête!*

Nous avons eu recours à la publicité comme à un moyen de nous permettre de combler des trous importants et de payer des dettes. Ce que la publicité nous rapporte actuellement nous permet tout juste de payer ces dettes.

Mais les ressources, l'appui normal, nous devons les recevoir de nos camarades, de nos lecteurs, de tous nos amis, sous les deux formes les plus simples : ABONNEMENTS *et* SOUSCRIPTIONS !

Nous ne publions et n'avons publié la Vérité *à six pages que parce que nous avons pu passer une page entière de publicité.* Mais il est bien entendu que notre base reste les quatre pages hebdomadaires.

Nous devons dire que ces dernières semaines, les souscriptions se sont ralenties. Il faut que nos camarades se remettent à l'œuvre, et qu'ils récoltent autour d'eux une souscription importante chaque semaine.

Nous le répétons et le répéterons longtemps encore : seules les souscriptions et l'augmentation sérieuse des abonnements nous permettront de paraître hebdomadairement avec régularité.

EN ITALIE

Le cercle se resserre autour du fascisme

Crise économique et chômage

Milan, novembre.

La satire populaire commence à mordre. Elle n'est plus seulement un moyen de se divertir sur le dos du régime, mais une arme de lutte, prélude à des manifestations plus larges et ouvertes de combattivité. Il y a un an, sous le règne du Podestat Belloni à la mâchoire solide, au beau milieu de la place du Dôme on trouva gravé : « Il vaut mieux vivre un an à la Belloni que cent ans en couillons », parodie spirituelle de la légende gravée sur la monnaie de deux francs : « Mieux vaut vivre un an en lion que cent ans en brébis ». Le refrain devint vite populaire. Le scandale des vols continus creva. Belloni fut contraint de donner sa démission. Aujourd'hui, l'ancien « podestat » tout-puissant est sur la route de la déportation. Cela ne change rien au régime; mais c'est un signe que quelque chose a changé dans la situation.

En effet, aux heures graves, le régime cherche à rester à la surface des eaux bouillonnantes en jetant du lest. Et cette tâche « d'épuration » du parti est confiée maintenant au nouveau secrétaire du parti fasciste, Giurati.

Le « duce » vient de définir l'année qui vient de commencer pour le fascisme, comme une année de « lutte ». Mais à vrai dire c'est depuis 1920 que la lutte dure ininterrompue. Et chaque année qui passe, au lieu d'affermir la victoire fasciste, la rend toujours plus vacillante, incertaine. L'an X de l'ère fasciste est en effet riche de pointes pour le régime; et cela pendant que la tenaille se serre sur lui et que les possibilités de manœuvre sont toujours plus limitées.

La perspective des hommes du régime suivant laquelle la courbe descendante de la crise avait atteint le point le plus bas, et que, désormais, on devait attendre « l'aurore », la « reprise », est démontrée complètement fausse par les faits. Toutes les données de la vie économique du pays indiquent un empirement et une tendance à s'aggraver encore plus. Les statistiques du régime avouent pour fin octobre « un demi-million » de chômeurs, c'est-à-dire le double environ du nombre de chômeurs enregistrés à fin octobre 1929. Il s'agit de données « officielles », car en effet aucun chiffre ne peut traduire l'état de marasme des travailleurs italiens réduits à un chômage presque permanent et général. La vie dans les faubourgs ouvriers et à la campagne ne peut donner une idée de ce qu'est le chômage en Italie. Toute la tambourinade sur les millions prévus pour les travaux publics destinés à soulager le chômage, s'est avérée vide, comme, en général, toute campagne faite par le régime dans un but ou dans l'autre. L'hiver est venu avec ses rigueurs et ses exigeances : mais aucun soulagement n'est venu aux travailleurs des villes et des campagnes; des campagnes en particulier où la mauvaise saison pèse plus lourdement avec les privations qu'elle comporte. La situation de faillite des finances locales et de l'Etat a vite dégrisé l'illusion sur les travaux publics prévus sur le papier. D'un autre côté l'Etat fasciste a recouru encore une fois à la soupape de l'émigration, en modifiant de ce fait *intégralement* sa précédente politique en fait d'émigration. Mais cette fois-ci il s'est heurté aux barrières dressées par la France qui, de son côté à la veille d'une crise, commence à craindre une surabondance de main-d'œuvre immigrée.

A l'augmentation des chiffres sur la production font pendant les données sur la chute de la production. Au cours des premiers six mois de 1930 on enregistre, sur la production de la période correspondante de 1929, une diminution : pour les *laminés* de 16 pour cent; pour la *fonte* de 21 pour cent; pour l'*acier* de plus de 16 pour cent. Une chute identique est marquée dans la production des alo de fer, de plomb, de zinc, etc... Dans les autres branches de la production la chute, bien que moins forte, n'est pas moins sensible (la soie artificielle, par exemple, est tombée de presque 4 pour cent). Une chute semblable se retrouve pour le trafic de terre et de mer. En général, au cours des premiers 10 mois de 1930, les tonnes de marchandises chargées pour le compte de particuliers, en face de la période correspondante de 1929, ont été de presque 10 pour cent inférieures dans le trafic des chemins de fer de l'Etat, et de 2,50 pour cent dans le trafic des ports. La flotte marchande italienne a participé au transport des marchandises susdites dans une mesure de 56,26 pour cent en octobre 1930 contre 68,04 pour cent en octobre 1929.

La presse fasciste, toujours optimiste, a parlé d'une amélioration dans la balance commerciale à cause d'une diminution dans le passif de cette balance. Mais voilà la véritable signification d'une telle diminution : la valeur des importations au cours des premiers 10 mois de 1930 est inférieure de 22 pour cent par rapport à la période correspondante de 1929; mais cette diminution n'est pas compensée par une augmentation de la production intérieure : au contraire, elle n'est que le reflet de la crise que traverse la production. Crise qui se reflète bien plus clairement encore dans les chiffres de l'exportation, dont la valeur pour les 10 premiers mois de 1930, par rapport à 1929, est descendue de 16,50 pour cent. Et si l'on veut examiner la balance commerciale pour chaque catégorie, l'on s'aperçoit que le manque d'équilibre est bien plus grave qu'il n'apparaît d'après les chiffres des valeurs comparées, car les importations qui ont subi la plus forte réduction, concernent généralement les matières premières et les produits mi-ouvrés, à quoi correspond pourtant une augmentation des produits alimentaires importés et, en général, des produits que l'agriculture italienne, gravement atteinte, n'a pas la possibilité de produire.

La situation économique grave s'exprime aussi sur le terrain financier. Le « crescendo » des suspensions de paiement et des protêts a été indiqué par Mussolini lui-même, comme un des signes les plus graves pour le régime. Des récentes décisions ministérielles (réduction de 12 pour cent du traitement de ceux qui dépendent de l'Etat — ouvriers et employés — et de ceux qui dépendent des Administrations publiques), ont mis à jour combien les finances de l'Etat sont aussi malades. Le gouvernement fasciste, — par des trucs de tout

(la suite à la deuxième page)

LE PROLETARIAT GREC FETE LA REVOLUTION D'OCTOBRE

1.700 ouvriers ont assisté au meeting de l'Opposition de gauche à Salonique

Pour paraître démocratique la veille des élections municipales à Salonique, le gouvernement de Venizelos a permis au P. C. et à l'organisation des bolchéviks-léninistes (opposition), d'organiser des meetings pour la commémoration de la Révolution d'Octobre. Les mêmes meetings ont été interdits à Athènes et au Pirée.

L'appel lancé par notre organisation de Salonique aux ouvriers et à tous les exploités de notre ville pour célébrer le 13e anniversaire de la première Révolution prolétarienne victorieuse, a eu un écho rétentissant.

Aux réunions des syndicats, aux usines, dans les quartiers ouvriers et dans les campements des réfugiés, où, malgré les poursuites de la police, nous distribuâmes des milliers de tracts, nous préparions le meeting qui devait avoir lieu le dimanche 9 novembre au Ciné « Achillion » à 10 heures du matin.

Beaucoup avant l'heure fixée, par des groupes compacts, les ouvriers commençaient à venir. A 10 heures, 1.700 personnes étaient réunis. Il est intéressant de souligner que le meeting du P.C. officiel n'a réuni, deux jours auparavant, le 7 novembre, que 200 personnes.

La salle était ornée de bannières rouges, sur lesquelles on lisait les inscriptions suivantes : « Vive la Révolution prolétarienne mondiale »... « Vive l'Opposition internationale de gauche »... « Vive l'Union soviétique des peuples balkaniques »... « L'abolition des dettes des réfugiés et des paysans pauvres »... « Journée de travail de huit heures pour les adultes et de six heures pour les jeunes »... « A bas la loi anticommuniste »...

Au-dessus de la tribune figuraient les portraits de Marx, Lénine et Trotsky.

Le président ouvrit la séance en lançant au nom de l'organisation Bolchéviks-Léninistes (Archiomarxistes), un vibrant salut révolutionnaire du prolétariat révolutionnaire de Grèce et de Russie, au prolétariat mondial et aux camarades oppositionnels déportés et exilés.

La parole fut donnée tout d'abord au camarade Papanicolaou, qui rappela que les 1.700 ouvriers, les plus conscients de Salonique, répondirent à l'appel lancé par l'organisation des Bolchéviks-Léninistes, en venant fêter le 13e anniversaire de la plus grande victoire remportée jusqu'à ce jour dans l'histoire, par le prolétariat. L'orateur fait ensuite l'historique de la révolution d'Octobre, dans ces grands traits. En traçant les facteurs objectifs et subjectifs favorables à la Révolution prolétarienne de Russie, il s'arrêta longuement sur le rôle que jouèrent Lénine et Trotsky dans cet événements historique.

Le camarade Henry eut ensuite la parole. Il parla surtout de la création de la Troisième Internationale et son développement jusqu'à la mort de Lénine. Avec Staline à la tête du P.C.R. et de l'I.C. commence la politique aventuriste qui coûta au prolétariat mondial l'échec de la révolution allemande de 1923, de la grève générale en Angleterre, de la révolution chinoise etc., etc... Il parla aussi du régime bureaucratique qui

règne et ravage le P. C. G., l'I. C. et toutes ses sections. En Grèce par exemple, ce régime, d'où naquit la politique opportuniste et aventuriste du P.C.G. a eu comme conséquence l'éloignement et le discrédit des masses ouvrières envers le parti.

Le camarade Henry rappela également le chef-d'œuvre antimarxiste et utopiste de Staline : la théorie du socialisme dans un seul pays. Il termina en faisant acclamer l'Opposition de gauche internationale et son chef le camarade Trotsky.

Une camarade monta à la tribune, et parla au nom des femmes révolutionnaires. Elle rappela les horreurs des dernières guerres qui durèrent, pour la Grèce, de 1912 à 1922, et où on leur arracha les maris, les pères et les frères pour être jetés dans cette terrible boucherie, pour satisfaire les appetits insatiables des bandits impérialistes.

Après avoir décrit l'exploitation de l'ouvrière grecque et de ses enfants, elle rappela le rôle que jouèrent les femmes pendant la Révolution d'Octobre. En terminant, elle appela les ouvrières à suivre l'exemple de leurs sœurs de Russie, et « à unir toutes nos forces pour notre propre Octobre et pour la Révolution mondiale ».

Après qu'un jeune ouvrier eut parlé au nom de la jeunesse (bolchéviks-léninistes) sur la situation des jeunes ouvriers et sur leurs devoirs, le président donna la parole au camarade Macropoulos, qui est notre candidat aux élections du 7 décembre 1930, pour le poste de maire de Salonique.

En montant à la tribune, notre camarade fut longuement acclamé par les assistants.

Il parla sur la situation de la classe ouvrière, de la paysannerie et des réfugiés en Grèce; sur la situation politique internationale et sur la préparation d'une nouvelle guerre impérialiste. En parlant de la campagne anti-soviétique et du boycottage économique des Etats capitalistes envers l'U.R.S.S., il démontra les avantages réels pour la classe ouvrière grecque, d'une collaboration économique de la Grèce et la Russie. Le pain — dit-il — que nous payons aujourd'hui 7 *drachmes* 50 *lepta* à 8 *dr.* 80 *l.*, par l'importation du blé russe, nous pourrions l'avoir au prix de 3 *drachmes l'ok.*

Le chœur ouvrier chanta à plusieurs reprises des chansons révolutionnaires et l'*Internationale*.

Vers la fin, le président, notre camarade Linarys, présenta la résolution suivante, qui a été adoptée à l'unanimité :

Le prolétariat de Salonique réuni le 9 novembre 1930 à l'appel de l'organisation des bolchéviks-léninistes (archio-marxistes) pour fêter le 13e anniversaire de la Révolution russe, après avoir entendu l'historique de cet événement grandiose, constate, que la Révolution russe est le début de la Révolution mondiale prolétarienne. Il se félicite des conquêtes et progrès réalisés par l'U. R. S. S. sous la direction de Lénine et Trotsky.

Il dénonce en même temps le danger que fait courir à la Révolution victorieuse la direction de Staline par sa politique de zig-zags, ses théories du « socialisme dans un seul pays », par la répression, emprisonnements et exils contre l'opposition de gauche.

Le prolétariat de Salonique salue les déportés Ch. Rakovsky et autres, et demande leur libération, dénonce la fausse politique du soi-disant Parti Communiste Grec qui, sous la direction des représentants du stalinisme, avec leurs théories de la troisième période etc... mène le mouvement communiste à l'abime.

Il exprime sa confiance à l'Opposition internationale de gauche et son représentant en Grèce, le chef de la Révolution mondiale, le camarade Trotsky, en se basant sur les resultats obtenus et l'expérience acquise. Le prolétariat de Salonique déclare que c'est seulement sur les bases des positions justes de l'Opposition internationale de gauche que se réalisera la Révolution mondiale prolétarienne.

Vive la Révolution prolétarienne de Russie!
Vive l'Octobre rouge mondial!
Vive la dictature du prolétariat en Grèce.
Vive l'organisation des Bolchéviks-léninistes en Grèce! (Archio-marxistes).
Vive l'Opposition internationale de gauche!

« ILS OSENT DEMANDER LA TETE DE BARBUSSE »

Voyez-vous ça! C'est le *Fonctionnaire syndicaliste* du 20, qui écrit que *La Vérité* demande la tête du grand écrivain, parce que la revue *Monde*, dirigée par lui, serait devenue non seulement une entreprise de confusion, mais aussi anticommuniste

Barbusse est-il un *grand écrivain*, ou est-il un *communiste?* Voilà la question! Le grand écrivain peut abriter autant de confusions et d'âneries qu'il lui plaît, mais nous n'admettrons pas que le communiste l'imite, ou alors, reconnaissez avec nous que Barbusse *n'est pas* un communiste, et qu'il doit être exclu du parti!

Le cercle se ressere autour du fascisme

(*suite de la première page*)

genre, — avait jusqu'ici caché à l'opinion publique le *déficit* effectif du Bilan étatique, et la situation précaire du Trésor. Mais maintenant les trucs ne suffisent plus. Déjà l'année financière 1929/30 en comparaison avec l'exercice 1928/29 avait marqué une diminution sensible dans toutes les sources principales des recettes de l'Etat (impôts directs et indirects sur la consommation, taxes sur l'échange, etc...), et se soldait par un trou de 574 millions. A présent la presse officielle annonce que le premier quadrimestre de l'exercice en cours à lui seul marque une perte contrôlée de 729 millions. Et comme il s'est révélé dangereux pour le régime de pressurer encore plus les contribuables par de nouveaux impôts et une aggravation des anciens (épisodes de résistance et de lutte violente contre le Fisc qui se multiplient), le gouvernement fasciste a été obligé d'entamer celle qui restait une colonne du régime : la petite bourgeoisie employée, dépendante de l'Etat et des autres Administrations publiques. La réduction de 12 pour cent des traitements qui pèsent sur le Bilan étatique pour six milliards 300 millions de lires, représente pour l'Etat une épargne, de décembre 1930 à juin 1931, de 443 millions environ. Une large économie, sans doute. Mais une économie qui coûte cher au régime par ses répercussions politiques et sociales, tandis qu'elle est loin de combler le vide des finances étatiques.

En outre, la réduction de 12 pour cent ne se bornera pas seulement à ceux qui dépendent de l'Etat. Cette réduction devra, nous dit la presse fasciste, se répercuter nécessairement et naturellement sur toutes les autres catégories productives de la nation. Ce qui signifie dès maintenant la préparation d'une campagne pour une nouvelle baisse des salaires déjà si maigres de l'industrie et de l'agriculture. Car seulement ainsi, écrit la presse fasciste, « tant l'Etat que les firmes privées pourront produire et vendre meilleur marché et non au-dessous du prix de revient ». C'est la vieille chanson que les ouvriers connaissent par cœur; la chanson que lui ont chanté démocrates et fascistes, pour le plus grand profit des capitalistes.

Une campagne démagogique a été reprise aussi pour la diminution des prix de détail, pour proportionner les prix de détail à la valeur de la lire. C'est la diversion habituelle pour détourner les masses de l'objectif véritable : le capitalisme responsable et générateur du fascisme. Il est de toute évidence que les prix de détail ne baisseront pas si les petits marchands ne jouissent pas de crédits et sont obligés de payer des taxes très lourdes, des loyers très hauts, des impôts de tout genre. Cela explique le fait de la diffusion d'un nouvel esprit de combattivité unissant toutes les couches de la population opprimées par le fascisme et le capitalisme. Le signe d'un tel réveil nous est donné aussi par les récentes arrestations d'intellectuels et de personnalités du camp bourgeois, parmi lesquels Belotti, ancien ministre du réformiste Bonomi, l'homme qui arma le bras du fascisme. L'arrestation de ces personnalités accusées de liaison avec la Concentration Antifasciste de Paris, est un signe révélateur de la situation. A mesure que cette situation empire, les forces conservatrices du capitalisme, sous le masque de l'antifascisme et de la démocratie, travaillent à souffler à la classe ouvrière et à son avant-garde communiste la direction des masses et de la lutte contre le fascisme.

Staline évoque Lénine et Trotsky

L'*Humanité* du 25 novembre reproduit les déclarations de Staline à un journaliste anglais pour démentir les fausses nouvelles de la presse bourgeoise:

Rappelez-vous qu'au début de la révolution soviétique, Lénine, au dire des correspondants étrangers, arrêtait tous les jours Trotsky, à moins que ce ne fût Trotsky qui arrêtât Lénine. Eh bien, c'est l'histoire qui recommence.

Lorsque Staline évoque le temps de la victoire révolutionnaire d'octobre, il ne peut pas ne pas mettre en avant les deux chefs qui en furent les glorieux artisans. Malheureusement, la presse bourgeoise peut *vraiment* annoncer maintenant que Staline a arrêté, déporté, exilé Trotsky et frappé avec lui des milliers de valeureux artisans d'octobre. Et c'est *vraiment* la révolution russe et la révolution mondiale qui en subissent les néfastes conséquences.

DANS LE PARTI

Dans le Nord

Une grande victoire de Thorez

Le mardi 18 novembre, Thorez est venu parler à un meeting contre l'expulsion d'un jeune ouvrier infirme. Après une préparation où toutes les organisations donnèrent à fond, à peine 200 présents pour écouter le grand chef du parti français. Dans un centre révolutionnaire comme Halluin, un résultat aussi triste devrait faire réfléchir les militants sur les conséquences funestes d'une fausse politique qui décourage et désoriente les ouvriers.

De l'expulsion de Deblaere il fut très peu question. Aucune proposition pratique pour développer et accentuer la campagne contre la scandaleuse mesure policière qui frappe un jeune ouvrier infirme qui est expulsé alors qu'il a déjà passé le conseil de revision.

Thorez n'avait qu'un but : justifier la politique incohérente du P. C. F. et de l'I. C. et frapper un grand coup contre l'opposition à Halluin.

Notre camarade Cornette prit la parole pour s'associer à la campagne contre l'expulsion de Deblaere et avec des faits démontra tous les dangers pour la classe ouvrière de la politique actuelle du P. C. F. et de l'I. C. Il rappela les événements de la révolution chinoise, du Comité anglo-russe et dénonça la politique stalinienne qui se traduit par l'exclusion du parti des meilleurs révolutionnaires. Il expliqua brièvement les dangers qui menacent la révolution russe et qui ne pourront être surmontés que par le retour à une politique juste et par la réintégration des oppositionnels dans le parti.

Cornette dénonça le scandale *Monde* et s'étonna qu'on tolère les attaques de Barbusse dans sa feuille contre le parti et l'*Humanité* alors que lui avait été exclu pour avoir soit-disant écrit dans la *Vérité*.

Pour répondre à la canaillerie qui consiste à représenter les oppositionnels comme des alliés des social-démocrates et des agents de la bourgeoisie, notre camarade cita l'exemple des oppositionnels espagnols traqués et emprisonnés par Bérenguer.

A toutes ces questions, pas de réponse. Dans sa réplique rageuse, Thorez se contenta de « monter » les anarchistes contre Cornette par des provocations continuelles. Petit prétentieux, pauvre malheureux, furent des arguments, et pour finir une attaque grotesque et ridicule contre Trotsky et un chant à la gloire de la vieille « garde bolchévique » groupée autour de l'infaillible Staline.

Thorez obtint, certes, de nombreux applaudissements. Mais la classe ouvrière d'Halluin a montré par son abstention qu'elle en avait assez de la politique stupide de Thorez.

Dans la Région Parisienne

Les pacifistes tiennent un meeting à Argenteuil

Afin d'appuyer la campagne démagogique et sentimentale menée ces jours derniers par diverses feuilles « de gauche » (*Populaire, Soir*, etc...) contre la guerre, un meeting se tint le 23 à Argenteuil, avec des « personnalités » radicales (Bergery), franc-maçonnes, pacifistes, y compris la S. F. I. O. et sa sœur italienne.

Le sous-rayon local avait invité les ouvriers, par affiches et tracts, à venir soutenir la contradiction communiste, assurée par Midol, à grand renfort du « social-fascisme ».

A 3 heures, salle pleine.. 60 % sympathisant à notre parti. La minorité socialiste impose un bureau, et notre parti recule, montrant ainsi qu'aucun plan n'avait été dressé pour la contradiction. Un membre des « Droits de l'Homme », un coopérateur réformiste, un franc-maçon, un socialiste italien, un Français débitèrent de filandreux discours « pour la paix », le « désarmement », etc... Les ouvriers sentaient que le parti était manœuvré, demandaient la contradiction avant que les social-démocrates ne lèvent la séance. Midol et Rolland prêchaient le calme et l'attention (en vertu du tournant?). Enfin, Midol put s'exprimer après un « accord personnel » entre lui et Bergery (savoureux!). Un socialiste comprit fort bien la reculade du parti en criant: « Jadis on ne pouvait pas s'exprimer à Argenteuil, maintenant, nous nous imposons! »

Passivité, travail incohérent, voilà le résultat du « tournant ». Camarades! il faut réagir. Les murmures de la salle sont de bon augure, la base, nous en sommes certains, imposera tôt ou tard une juste politique au parti. L'opposition de gauche lui montre le chemin. En avant contre la démagogie socialiste qui trompe les masses ouvrières. En avant pour la lutte bolchevique.

G. CIMOURDAIN.

Dans l'Est

Sur le mouvement des jeunes

J'ai lu dans la *Vérité* du 21 novembre un article où le camarade Paria dit que dans l'Est la J. C. n'existe plus et où il déplore la perte du beau mouvement de jeunes que comptait la 24e Entente. Sur plusieurs questions je ne suis pas d'accord avec lui, et je tiens à dire ceci : 1°) Les J. C. dans l'Est ne sont pas complètement disparus, car à Nancy nous sommes une douzaine de bons copains et nous voulons faire du travail; de même à Chaligny, il existe encore une cellule des J. C. 2°) Tu dis que l'opposition de gauche possède de bons petits noyaux à Jarville, Vandœuvres, Villers-le-Nancy, et Chaligny. Pour Chaligny, je comprends que les copains s'organisent dans l'opposition puisqu'on leur ferme les portes des J. C., mais pour les autres localités le devoir des copains est d'adhérer avec nous et de nous seconder dans le travail nécessaire pour remonter notre entente. 3°) Tu fais toi-même un appel aux camarades de Nancy en leur demandant de monter l'organisation de l'opposition. Là encore tu as tort, car la place est avec nous, à nos côtés où tu pourras travailler en communiste et faire du bon travail révolutionnaire.

Je suis d'accord avec vous sur bien des points, tout d'abord sur les insultes déversées contre les militants de gauche par l'appareil du P. C. et par les dirigeants de notre fédération, de même que je suis contre les exclusions mécaniques qui ruinent le P. C. et les Jeunesses. Je suis pour la réintégration de l'opposition de gauche et une libre discussion dans les J. C. et dans le parti, pour constituer un bloc de tous les communistes contre le capital; c'est pour cela que je répète : Adhérez à la J. C., venez nous seconder, nous redresserons notre Entente, et réformerons de bons noyaux de militants jeunes. Soyons toujours à l'avant-garde des luttes du prolétariat.

UN JEUNE COMMUNISTE DE NANCY.

Il n'y a aucune contradiction entre notre jeune camarade et le camarade Paria : il faut adhérer à la J. C., à Nancy comme ailleurs; mais dans la J. C. il faut organiser des noyaux de l'opposition, car il n'y a pas actuellement d'autre moyen de pouvoir défendre une ligne juste dans nos organisations communistes.

Dans la région tourangelle

Le parti et l'A.R.A.C.

Depuis la rédaction de l'article paru dans le dernier numéro de la *Vérité* sur les rapports de la F. O. P. du Centre avec l'A. R. A. C. et le parti, la situation s'est aggravée. Brutalement, les 100 p. 100 qui avaient esquissé un recul sont revenus à leurs positions bureaucratiques. Ils ont posé au Congrès de l'A. R. A. C. la question de la fusion immédiate. Déjà le compte-rendu du Comité général paru dans l'*Avant-Garde* indique nettement l'état d'esprit des dirigeants du parti.

La F. O. P. du Centre va être l'objet d'une tentative de conquête brutale qui n'aura rien de commun avec la véritable action communiste. C'est celle-ci que défendra l'opposition.

La vie de la Ligue

LA LIGUE COMMUNISTE TIENDRA PROCHAINEMENT SA PREMIERE CONFERENCE NATIONALE

La Commission Exécutive de la Ligue Communiste a décidé de préparer la première Conférence nationale de la Ligue Communiste pour le courant du mois de Janvier. La date exacte en sera publiée ultérieurement.

L'opposition de gauche du P.C.F., constituée en Ligue Communiste n'a pas encore tenu de réunion générale. La parution de la *Vérité* date du mois de septembre 1929, la constitution de la Ligue du mois d'avril 1930; il est donc grand temps que ses membres se réunissent en Conférence nationale, qu'ils examinent et apprécient le travail accompli, et qu'ils tracent les perspectives politiques de son travail à venir. En même temps ils devront étudier sérieusement leur mode d'organisation.

La première tâche de la Conférence sera de jeter les bases d'une plate-forme politique de l'opposition de gauche en France, plate-forme qui, à l'heure actuelle, nous manque. Dans le domaine politique et syndical nous avons jeté, avec l'aide de l'opposition internationale les bases d'une telle plate-forme, mais nous n'avons pas encore donné a ce travail la forme coordonnée et précise qui convient.

L'heure est venue de se livrer à ce travail.

L'ordre du jour de la Conférence sera le suivant :

1°) Rapport moral;

2°) La situation politique internationale et nationale, et les tâches de l'opposition;

3°) La question syndicale;

4°) L'organisation de l'opposition de gauche en France.

Les rapporteurs auront terminé leur travail approximativement vers le 15-20 décembre. A ce moment ces rapports seront publiés dans la *Vérité* et la discussion devra s'ouvrir dans les groupes de la Ligue.

La Conférence elle-même pourra donc se tenir au milieu du mois de janvier.

Nous avertirons en temps utile les groupes de la Ligue sur la date et le lieu précis de la Conférence, ainsi que sur le mode de représentation à celle-ci.

LE SECRETAIRE DE LA C. E.

Dans la région parisienne

L'assemblée des groupes

La Région parisienne de la Ligue communiste s'est réunie en assemblée générale pour discuter du travail passé et pour envisager son travail pour l'avenir.

Des faiblesses, aussi bien dans le domaine politique que dans le domaine de l'organisation, ont été soulignées; en particulier, le travail de la Région parisienne n'est pas mené de façon suivie, méthodique, dans le parti, dans les syndicats et dans les autres organisations. La division récente de la Région parisienne en trois groupes, permettra de porter le travail sur quelques objectifs plus limités, plus précis et par suite, de donner de meilleurs résultats. Quelques camarades ont souligné la nécessité d'acquérir une éducation politique; en plus des mesures envisagées par la commission d'organisation, les camarades ont indiqué la nécessité qu'à chaque réunion de groupe, un camarade fasse un rapport assez bref sur les questions politiques quotidiennes.

Diverses questions, comme l'activité insuffisante des camarades pour la diffusion du journal et pour assurer son existence, ont été soulevées.

Pour répondre à la nouvelle organisation de la Région parisienne, un comité régional de sept membres a été nommé, qui aura la direction du travail de l'opposition dans la Région parisienne.

Une bonne partie de la réunion a été consacrée à la vie politique de la Ligue. Tous les camarades ont insisté sur la nécessité de faire la conférence nationale de la L. C. par une large discussion sur les rapports qui seront prêts prochainement, cette discussion devant se poursuivre dans les colonnes de la *Vérité*. Elle permettra d'apporter des précisions sur toutes les questions et elle devra aboutir à donner à la L. C. une plate-forme pour son développement ultérieur.

Le cercle d'éducation des jeunes

L'éducation est urgente pour tous les jeunes.

Pour répondre à cette nécessité, nous organisons un cercle d'éducation pour remédier à la carence de la J. C.

Tous les jeunes communistes, les sympathisants, les inorganisés doivent s'éduquer pour se préparer aux luttes futures.

Nous demandons aux camarades de s'inscrire à *La Vérité* pour suivre nos cours. Notre cercle est le premier, mais sous l'impulsion des jeunes, plusieurs cercles doivent surgir dans la R. P. et dans tout le pays.

Notre prochain cours aura lieu 28 Boulevard de Belleville, au *Faisan Doré*, dimanche, 30 novembre, à 9 h. 30. Inscrivez-vous!

Le Cercle d'Education.

Dans le Nord

Des combattants révolutionnaires présents pour Lille

C'en est fait, le groupe oppositionnel de la Ligue communiste est constitué à Lille; c'est certainement important pour l'opposition de gauche, car la constitution de ce groupe, dans la prolétarienne région de Lille, n'est pas le fait de quelques copains réunis hâtivement pour en décider ainsi, mais la suite logique d'un ensemble de réunions et d'échanges de vues depuis un certain temps. Cette réunion constitutive fut d'ailleurs remarquable par le sérieux de la discussion et la maturité politique des membres présents. En dehors de l'organisation elle-même, d'importantes questions furent discutées, notamment la situation politique et économique de l'Union Soviétique, la *Démocratie* à l'intérieur du P. C. et la grave question d'actualité de l'unité syndicale. L'importance et la profondeur des discussions, montrèrent que les militants fondateurs du groupe (1), tous ex-membres ou encore membres du P. C., savent ce qu'ils font, et le but à atteindre.

C'est-à-dire renforcement des théories communistes dans la classe ouvrière: travail acharné pour obtenir un P. C. fort, grâce à une ligne politique juste, contre la bureaucratie stalinienne qui risque de conduire tous les P. C. du monde à la ruine, et, ce qui est plus grave encore, ouvre la porte au bonapartisme dans la glorieuse révolution d'octobre.

Le groupe oppositionnel se donnera pour tâche également d'épauler l'opposition unitaire qui, lutte pour le redressement de la C. G. T. U. aménagée et sans force, par la faute de ses dirigeants servilement aux ordres de Staline et de Losovsky.

Déjà le groupe a décidé, afin de toucher prolétariquement les ouvriers révolutionnaires, la publication d'un bulletin régional. Nous verrons bien si la région communiste du Nord persistera à se taire devant les explications de leurs multiples tenants et des funestes résultats pour la révolution qui en résultent.

Que tous les communistes honnêtes rejoignent sans tarder l'opposition de gauche, et le prolétariat pourra aborder avec confiance le jour de la Révolution, car il pourra compter sur la qualité et la capacité d'un parti communiste régénéré.

Pour le groupe de la Ligue communiste de Lille,

GAUDOU.

1) Le groupe à sa fondation se compose de quinze membres militants.

NOUS DEMANDONS A TOUS NOS CORRESPONDANTS DE NOUS FAIRE PARVENIR TOUS LEURS ARTICLES POUR LE MARDI MATIN

DANS L'OPPOSITION INTERNATIONALE

L'Opposition de gauche en Grèce

En Grèce, le capital anglo-américain se taille la bonne part d'un marché où l'exploitation du prolétariat permet de copieux revenus. C'est ainsi que pour douze et quatorze heures de travail, le salaire est au maximum de 50 D. pour l'ouvrier, 20 à 25 D. pour l'ouvrière, 10 à 12 D. pour le jeune ouvrier (1 D. égale 0,30). Dans l'industrie alimentaire, l'industrie extractive, la métallurgie, la main-d'œuvre est la moins chère du monde, les conditions d'exploitation les plus brutales, les lois sociales d'hygiène, de sécurité, d'assurance, complètement ignorées. L'industrie du tabac paie mieux sa main-d'œuvre, mais, saisonnière, la fait plusieurs mois de l'année rejoindre les dizaines de milliers de chômeurs réduits au plus épouvantable paupérisme.

Pour cette classe ouvrière exploitée sauvagement, les droits syndicaux arrachés en 1918 ne subsistent que sous la forme de syndicats dépendant de l'appareil étatique. Quant aux libertés politiques, la loi anticommuniste les limite aux partis bourgeois. La répression est à la mesure du reste, des centaines de révolutionnaires sont déportés dans les îles, des milliers emprisonnés, parfois des années, préventivement.

Le « républicain » Venizelos est un dictateur dont la canaillerie a beaucoup appris de l'Etat policier fasciste; comme gage aux capitaux anglais, la police est mise sous les ordres d'un Anglais, Cook.

Les guerres, l'hétérogénéité des populations, l'économie arriérée, le passage de la population travailleuse de 80.000 à 800.000, sont la cause d'un développement très particulier du mouvement révolutionnaire en Grèce. Le souffle de la Révolution d'Octobre, la poussée révolutionnaire mondiale, le retour de Russie des corps expéditionnaires grecs, donnèrent en 1918 un élan au mouvement révolutionnaire. L'organisation syndicale fut formée, le Parti Socialiste Ouvrier constitué. Par la composition de ses cadres, par l'absence d'un noyau prolétarien éclairé d'une tradition marxiste, la confusion de ce parti fut extrême. Les premiers symboles de la Révolution russe, la faucille et le marteau, ne furent-ils pas associés à l'effigie du roi! Les radicaux dirigeaient en fait ce parti avec une phraséologie révolutionnaire. Les résultats électoraux importants (aux élections de 1919 : 70.000 voix) ne surent être utilisés.

Dans ce parti pourtant, une aile gauche, le groupe « Communismos », luttait contre la confusion opportuniste. La lutte fut si violente que le groupe Communismos quitta le P.S.O. et ne devait le rejoindre qu'en 1921, sous la pression de l'I.C., lors de l'adhésion du P.S.O. à l'I.C.

Mais cette adhésion ne fit pas de miracles. Aucun parti socialiste n'existait, ce Parti communiste était le seul parti d'opposition révolutionnaire et beaucoup d'éléments étrangers au communisme furent mélangés en ses rangs. Le désastre de l'Asie Mineure qui emporta la royauté, l'effervescence prolétarienne qui le suivit trouva la direction du parti déconcertée devant de puissantes grèves, incapable de conduire le prolétariat révolutionnaire vers la victoire prolétarienne.

Tout au contraire, les chefs d'alors du parti, pendant ces journées rouges, exhortaient les ouvriers à « rentrer chez eux », puis, après l'écrasement du mouvement, ils allèrent rejoindre le parti libéral.

Ce parti communiste, si jeune, si neuf, passa par toutes les phases et directions zinoviévistes, la vie politique quasi-nulle, la formation de la base de ce parti négligée, seule une petite élite groupée autour des anciens membres de « Communismos » luttait pour que la direction ne néglige pas la formation de cadres indispensables à un parti si jeune, éditait une revue : « Archives du Marxisme », et pour ce fait fut exclue. La conception du parti, de son rôle, de son régime, était des plus obscures et la discipline calquée sur des méthodes de roitelets. C'est ainsi que la direction du parti organisa des bandes pour boycotter et détruire la revue « Archives du Marxisme », dont le contenu était uniquement théorique (œuvres de Lénine-Marx) et sans attaques contre le P.C. grec.

Après la chute de Pangalos, les masses se tournent encore vers le P. C. qui recueillit aux élections 45.000 voix, eut 10 députés, — le quotidien du P.C.G. à cette époque était vendu à 15.000 exemplaires; — mais l'incapacité du P.C. à mener les masses au combat fut évidente, il trahit son rôle en lançant le mot d'ordre de « la meilleure république ». A cette époque, la C.G.T. qui avait été durant plusieurs années sous son influence était à nouveau tombée aux mains des gouvernementaux avec la complicité d'un chef du P.C.G. de l'époque. Suivant les poussées révolutionnaires, des milliers de prolétaires passaient dans les rangs du P.C.G. Les mots d'ordre de la troisième période devaient amener le P.C.G. et son influence à un anéantissement quasi-complet.

L'I.C. lança le parti dans toutes les aventures à commencer par la formation de syndicats indépendants; une C.G.T.U. fut formée, bien entendu sans qu'il fut tenu compte des conditions défavorables; les mots d'ordre d'indépendance nationale (Macédoine) firent là aussi leurs brèches. De 1927 à 1930 le recul du parti fut un désastre, il perdit la direction d'importants syndicats, son influence sur les ouvriers des tabacs après les grandes grèves de 1928 décrut avec rapidité. La répression, la loi anti-communiste, firent le reste et le P.C.G. actuel ne vit que par l'appui de l'I. C. La C.G.T.U. a des titres de syndicats, peu de membres dans quelques industries, aucuns dans d'autres. Le journal quotidien « Rizospastis » tire à mille exemplaires, c'est plus que le nombre d'adhérents du P. C. Les « grandes journées staliniennes » permirent là aussi à la répression de faire des grandes manœuvres.

Actuellement, l'influence du P.C. dans les centres industriels est à peu près nulle et dans les campagnes où elle était solide, elle est en régression; un parti agraire profite de ce recul. Dans la Macédoine qui était le principal foyer révolutionnaire, le parti accuse des pertes catastrophiques. La répression s'acharne sur les ouvriers communistes et a dispersé les derniers foyers. La canaille Venizelos ironisait récemment dans un discours en ces termes : « Le mouvement communiste est mort, mais en cette période de crise économique, le gouvernement ne peut empêcher plusieurs dizaines d'individus de résoudre la crise sur le dos de l'étranger ». Il faut à ce sujet dire que ce parti si faible en cadres dès son début fut livré par son régime et sa faiblesse aux manœuvres gouvernementales et policières, portées à un très haut degré : tel chef du parti devint un fonctionnaire important de la Sûreté, spécialement attaché à poursuivre les communistes.

Le niveau du parti, où peu de cas était fait du mouvement international, ne permit pas aux plus éclairés de ses membres, avant 1928, de relier la crise du P.C.G. à toutes les crises des sections de l'I.C. En 1928-29, une opposition se forma proche de l'Opposition de gauche, avec des chefs, passablement compromis, qui lutta dans le parti, en fut chassée, entraînant avec elle de nombreux ouvriers, publia quelques numéros de « Spartacos », puis cessa toute publication pour n'en reprendre une qu'en 1930, laissant ses sympathies dispersées plus de deux années durant.

Mais le mouvement archio-marxiste de 1922 à 1929 n'était pas resté inactif; les quelques camarades chassés du P.C.G. en 1929, s'atachèrent à une besogne de formation idéologique de cadres, par des conférences, des liaisons personnelles et l'édition, régulière avant son interdiction, de la revue « Archives du Marxisme ». Les archio-marxistes ne pensaient pas, étant donné les conditions particulières de la formation du P. C. G., à la régénérescence intérieure de ce parti; ils la tentèrent pourtant et recueillaient dans leur organisation clandestine les meilleurs éléments qu'une politique fausse chassait du P.C.G.

Le P. C. mena contre eux dès 1924 une lutte des plus ignobles. Il les nomma : les « archio-policiers »; dans sa presse il lança le mot d'ordre de leur destruction. Des luttes violentes eurent lieu.

Dans de véritables guet-apens, des « Archio-Marxistes » furent tués; ils rendirent parfois les coups. Le P. C. systématisait les violences. La police joua sur ce damier, elle se mêla aux luttes internes, elle les doubla d'une répression forcénée contre le P. C. officiel. Comme de coutume, elle sembla aux premiers temps négliger l'Opposition, mais celle-ci loin de constituer un courant anticommuniste, menait la bataille communiste dans les grèves et la police se tourna vers les oppositionnels, interdit leur publication, déporta et emprisonna les militants de l'opposition archio-marxiste.

Le mouvement archio-marxiste qui, à son départ, avait renoncé à la régénérescence intérieure du P.C., avait fait sa base idéologique des enseignements d'Octobre, des œuvres de Lénine, de Trotsky, restait sur le terrain de la révolution communiste. Aussi, les archio-marxistes établirent la relation entre la crise de leur parti, la crise de l'I. C. et de la Révolution russe, éditèrent la littérature oppositionnelle, la commentant dans leurs cercles, et continuèrent la bataille hors du parti sur la base des thèses des quatre premiers Congrès de l'I. C., influençant le parti et regroupant les forces communistes.

Mais la direction du parti redoubla de violences au fur et à mesure de son affaiblissement. Voici un extrait d'une circulaire que donne un organe local :

« *Parti Communiste de Grèce.*
Organisation de Cavalla.

Camarades, les archio-marxistes sont les pires policiers. Avec eux pas besoin de ménagements. Chassez-les des usines! Assomez-les partout où vous les trouvez. Frappez-les tous, devant les dépôts des tabacs. Les corps d'auto-défense en action! Là où il n'en existe pas, organisez immédiatement des corps d'auto-défense. Protégez les fabriques de ces policiers.

Organisation de Cavalla. »

Les Archio-Marxistes avaient-ils un des leurs qui tombait sous les balles policières, voici la version du P. C. :

« *Archio-marxistes et policiers.*

L'organisation policière des archio-marxistes continue son travail « révolutionnaire » parmi les ouvriers en s'efforçant d'attirer les masses sous l'influence de la Sûreté et du Capital naturellement.

« *Mais hier une monstruosité a eu lieu. Un policier à Peristeris (un quartier d'Athènes), a tiré sur son collègue archio-marxiste qui affichait des proclamations....* »

Le danger pour les archio-marxistes était d'agglomérer à leurs côtés des éléments anti-communistes. Ils le comprirent, chassèrent les éléments douteux, apportèrent grand soin à leur mode de recrutement par réaction contre les méthodes du P. C. (qui n'hésite pas à distribuer dans les cafés des feuilles d'adhésion). Les nécessités d'une sélection, l'illégalité, leur fit constituer une organisation à cadres, à échelons, qui correspondait à leur première étape et rendait plus ferme leur pas en avant vers le centralisme démocratique.

Par leur lutte dans les syndicats contre le réformisme étatique (mouvement nettement réactionnaire où se mêle un faible mouvement réformiste) pour le syndicalisme révolutionnaire, ils gagnèrent la confiance de milliers d'ouvriers, dirigèrent des grèves des plus importantes, acquirent une grande influence. Leur irréductible opposition aux conciliateurs syndicaux, en l'absence d'autres oppositions, leur amena des sympathies d'ouvriers anti-réactionnaires, mais insuffisamment éclairés.

Les archio-marxistes sont maintenant à la tête, dans les principaux centres de la Grèce, de trente syndicats puissants influençant des milliers d'ouvriers.

Les étudiants archio-marxistes qui dirigèrent il y a quelques mois une grève et des manifestations d'étudiants qui furent riches en épisodes révolutionnaires (mouvement dont l'*Humanité* attribua la paternité au P. C. G.), sont maintenant à Athènes au nombre de deux cents et éditent un journal qui, dans les limites de la légalité, fait un bon travail. Une force neuve rebâtit un mouvement communiste en Grèce et vient renforcer les rangs de l'Opposition internationale.

Au Congrès, dans une large discussion furent élaborés avec soin la forme, les buts, les tâches de l'organisation future. L'organisation de ce Congrès fut parfaite, malgré que les délégués fussent nombreux. Le Congrès par sa mobilité dérouta les élèves de Mr. Cook. L'organisation qui compte un peu plus de deux mille membres édite des journaux syndicaux qui ont sept mille lecteurs et font paraître maintenant l'hebdomadaire *La Lutte de Classes*. Les trois-quarts de ses adhérents sont d'anciens membres du P. C.

L'archio-marxisme vient, par des méandres inhabituels, apporter son affluent à l'O. I. La nécessité d'une liaison internationale, l'attachement de nos camarades à la Révolution russe et à l'O. G., leur formation, seront pour l'O. G. I. le garant de leur développement futur.

Dans notre court voyage, c'est tout un parti qui nous est apparu à la première phase de son développement; en suivant la voie tracée par son congrès avec fermeté et prudence, c'est probablement aux archio-marxistes grecs qu'échoiera le rôle de mener la lutte prolétarienne en Grèce, comme section vivante de l'I. C., aux côtés d'une « fraction » stalinienne. Les mois qui vont venir seront à ce titre riches en expérience pour l'Opposition Internationale.

RAY.

Après les élections américaines

La crise entraine la défaite du parti républicain

New-York, 1er novembre.

Il ressort des élections nationales qui viennent de se terminer, une croissance considérable de la force du parti démocratique dans le pays, revenant à une puissance qu'il n'a pas connue depuis le temps de l'administration Woodrow Wilson. Pour parler plus justement, le fait le plus significatif est la défaite sans précédent essuyée par l'administration de Hoover.

Hoover et son parti ont été appelés au travail avec une immense majorité en 1928. La traditionnelle forteresse démocratique du Sud avait été capturée pour la première fois depuis la guerre civile. En dépit des votes assez élevés pour Smith à cette époque, le parti démocratique semblait avoir été atteint dans sa base même. En 1928, Hoover signifiait le mouvement de la prospérité sans pareille, des années grasses du capitalisme américain.

Moins de deux années ont suffi pour donner à l'administration Hoover, un coup bien plus puissant que celui que Smith avait subi lors des élections présidentielles. Les forteresses perdues ont été reconquises par les démocrates. Les plus extravagantes prédictions des leaders démocrates pâlissent devant le renversement actuel. Un candidat aussi incolore que Roosevelt réussit, en dépit du verdict de Tammany Hall, à gagner une majorité sans précédent. Des états républicains comme l'Ohio, l'Illinois, le Kansas et d'autres, deviennent démocrates. Dans le Minnesota, un sénateur démocrate est élu pour la première fois depuis trois-quarts de siècle. Les démocrates se sont emparés de nombreux postes de gouverneurs et n'en ont perdu qu'un seul. Ils ont renversé les rapports de forces dans les deux Chambres, où il apparaît qu'ils seront suffisamment représentés pour les organiser à leur gré. En un mot, Hoover et le parti républicain sont gravement diminués.

En 1930, la défaite politique de Hoover est la première pierre funéraire politique érigée pour marquer la fuite de la prospérité.

La crise aiguë, avec son chômage, a imposé sa marque aux élections. Même l'éternel problème de la politique américaine, la prohibition, passa au second plan. L'intoxication même des masses avec l'illusoire prospérité qui produisit la forte majorité de Hoover, a ouvert la voie à un désappointement des masses, par suite de la crise et de ses effets ravageurs. La révolte contre le parti républicain n'était pas dirigée par la grande bourgeoisie, mais par la petite bourgeoisie, la classe moyenne brutalement atteinte par la crise. La classe moyenne entraîna les masses d'ouvriers et de paysans pauvres derrière elle, canalisant leur révolte dans le marais stagnant du second parti capitaliste.

Le profond mécontentement des masses est incontestable. Egalement incontestable est le fait que le prolétariat, aux Etats-Unis, n'a pas encore fait les premiers grands pas pour rejeter la domination idéologique et d'organisation de la bourgeoisie. Si les votes pour les démocrates ne le montrent pas suffisamment, les votes pour le parti socialiste et le parti communiste ne laissent pas de doute.

Les voix socialistes ont dû causer un grand désappointement à ceux qui les ont reçues. En dépit d'une méprisable campagne petite bourgeoise, réformiste — qui révolta chaque ouvrier qui a une conscience de classe — le P. S. doubla superficiellement ses voix. Nous disons superficiellement, parce qu'en réalité, il fit un peu moins que stagner. A New-York, par exemple, Weldman doubla ses voix de 1928, c'est vrai, mais ne marqua aucun progrès sur ses voix de 1922, sans parler des voix de Thomas pour la mairie l'année dernière, ou de celles recueillies par Hilquitt en 1917. Pour un parti soi-disant « radical » aujourd'hui, doubler, ou même tripler ses voix par rapport à la période qui précéda la crise (1928 et avant), ce n'est pas un exploit. Le P. S. recueillit des milliers de voix petites bourgeoises. Sa piteuse campagne sioniste en maints endroits (« chaque bon juif doit voter pour Vladeck »), lui apporta de nombreuses voix nationalistes. Néanmoins, la distribution de ses voix montre que ce parti petit bourgeois de la démocratie capitaliste a gagné la majorité de son soutien chez les ouvriers.

Tout cela est surtout digne d'attention face aux maigres résultats du parti communiste, qui paye pour son stalinisme. A New-York, Foster recueillit 15.000 voix, plus du double de Weinstone l'année dernière. Mais ç'avait été une situation heureuse pour le parti. Le porteur du drapeau du parti ne réussit cependant pas cette année à doubler les voix du vote pour le poste de gouverneur, c'est-à-dire d'un vote acquis avant la crise et le chômage.

Le chancelant parti socialiste, avec un appareil et une influence d'un dixième de ceux du parti, quadruple ses voix pour les élections du gouverneur de l'Etat!

LA CRISE DU RÉGIME ESPAGNOL

UNE NOUVELLE POUSSÉE RÉVOLUTIONNAIRE

L'Espagne connaît, après celle de janvier 1930, une nouvelle poussée révolutionnaire. Depuis la chûte de Primo de Rivera, le régime n'était pas sorti de la crise. Le gouvernement Berenguer devait n'être qu'un régime de transition qui acclamerait le pays, à travers le rétablissement progressif des libertés, vers un régime « normal ». En réalité, la dictature monarchiste de Berenguer, aux prises avec des forces révolutionnaires dont elle ne pouvait pas se rendre maîtresse, a substitué sa dictature à celle de Primo de Rivera et les mesures libérales ont reculé devant la menace révolutionnaire.

Au lendemain de la chûte de Primo de Rivera, la couronne était si discréditée et l'effervescence républicaine si bouillante et si générale, que la manarchie, abandonnée même de ses fidèles soutiens conservateurs, apparaissait condamnée à bref délai. Mais la menace révolutionnaire a rejeté autour de la monarchie un grand nombre d'éléments qui, derrière la révolution politique, discernent la menace de la révolution sociale.

La concentration conservatrice adopte un programme défensif. Elle joue maintenant de l'espoir d'éviter la révolution en proposant à la monarchie quelques réformes constitutionnelles démocratiques. La bourgeoisie comprend clairement que tout accroissement du mouvement républicain mettrait en jeu, avec la monarchie, tout l'ordre social.

« *Les meetings républicains*, écrit le correspondant du « *Temps* », *de tumultueux qu'ils étaient auparavant, sont devenus ordonnés, et leurs organisateurs se montrent soucieux, avant tout, de donner l'impression que, étant respectueux de l'ordre public, ils seraient capables de le défendre, et leurs consignes sont au moins aussi efficaces pour empêcher les désordres que les mesures prises par la police.* »

Ce redressement réactionnaire fait face à la poussée de grèves ouvrières des dernières semaines. « *Le lion* qui menace Berenguer, *n'est pas aussi fier qu'on le dit, bien qu'il rugisse encore.* » Et le roi peut maintenant arrêter les préparatifs d'un coup d'état éventuel dans des conciliabules avec les généraux de l'ancienne dictature, dont le bourreau de Barcelone, le sanglant Martinez Avido. La garde civique et la police occupent les points principaux de Madrid, les troupes de province arrivent dans la capitale et le roi Alphonse, accompagné de Berenguer, visite les casernes pour haranguer les officiers.

Dans la plupart des violentes grèves ouvrières des dernières semaines l'*Union générale des travailleurs*, la centrale réformiste, qui subit la direction socialiste, est intervenue pour rappeler qu'elle déconseillait les grèves non professionnelles

Les grèves révolutionnaires

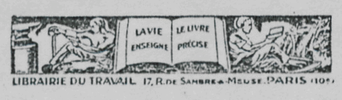
L'agitation ouvrière — qui a ainsi « paralysé » le mouvement républicain — a pris ces derniers jours une ampleur et une vigueur particulières. Le 13 novembre, grève de 5.000 mineurs de la vallée de Longres dans les Asturies. Le 15, manifestation révolutionnaire de plusieurs centaines d'ouvriers aux funérailles de quatre victimes d'accidents du travail à Madrid; la police tire sur les ouvriers en tuant quatre et en blessant quarante. La Fédération du bâtiment décrète la grève générale. Le dictateur déclare : « *L'accomplissement du devoir est parfois chose douloureuse, mais nous l'accomplirons quand cela sera nécessaire.* » 21.000 ouvriers du bâtiment font grève et rejoignent 40.000 métallurgistes en grève. Les typographes, les ouvriers des services des eaux, gaz et électricité suivent le mouvement. Malgré les efforts de la centrale réformiste qui prescrit la rentrée et la continuation des pourparlers, le mouvement s'étend. A Barcelone, le 17, la grève est générale. A Valence, grève des menuisiers et des métallurgistes des chantiers navals. Grève du personnel des chemins de fer de l'Ouest et des chemins de fer du Midi. 150 arrestations à Madrid. A Barcelone, les grévistes incendient des autobus et se battent avec la police qui tire sur la foule, faisant plusieurs morts. Le leader syndicaliste Posvana est arrêté avec 200 ouvriers. Les sièges des syndicats sont fermés. Les ouvriers du bâtiment font grève. A Séville, malgré les réformistes multipliant les appels à ne pas quitter le travail, la grève est déclanchée. A Alicante, grève des dockers et des employés des tramways. Une manifestation est chargée par la police, et les ouvriers répondent à coups de pierres. A Barcelone, le 20, malgré les appels des syndicats, le travail n'a pas partout repris, et les incidents violents se multiplient. A Séville, l'*Union générale des travailleurs* appelle les ouvriers « *à reprendre le travail et à ne pas suivre les conseils des syndicalistes et des communistes* ». Grèves générales à Elda, Alcoy, Elche, dans la région d'Alicante et à Castellon, dans la région de Valence.

L'activité du parti communiste

La généralité et la vigueur du mouvement, la vaillance combattive des ouvriers qui ont donné à plusieurs incidents de grèves le caractère de véritables *émeutes*, le fait que l'agitation est attribuée tant par la dictature que par les socialistes aux « *éléments syndicalistes et communistes* », la crise générale du régime politique espagnol démontrèrent la portée du mouvement et les tâches qui incombent aux communistes espagnols. Malgré leurs forces encore clairsemées et malgré la répression qui s'acharne sur les révolutionnaires, malgré l'interdiction de l'hebdomadaire communiste *Mundo Obrero*, le parti doit, par son activité politique, mobiliser à travers la crise de la monarchie et l'agitation démocratique et révolutionnaire, les masses prolétariennes pour exploiter une situation qui, sinon, se retournera contre le prolétariat.

Les grandes grèves actuelles et le rôle des combattants prolétariens dans la crise ouverte du régime soulignent l'aveuglement criminel de Manouilsky. Lors de la chute de Primo de Rivera, Manouilsky disait à l'Exécutif : « *Il faut se rendre nettement compte qu'en dépit des formes de guerre civile auxquelles donne issue l'essor révolutionnaire d'Espagne, la classe ouvrière ne joue pour le moment qu'un rôle infime dans ce mouvement. De ce fait les mouvements de cet ordre défilent sur l'écran comme un simple épisode qui ne laisse pas de traces profondes dans l'esprit des masses travailleuses, ils n'enrichissent pas leur expérience de la lutte de classes. Une grève partielle peut avoir pour la classe ouvrière internationale une importance plus suggestive qu'une telle révolution genre espagnol qui s'effectue sans que le P. C. et le prolétariat y exercent leur rôle dirigeant.* » Les perspectives révolutionnaires et les tâches des communistes ne se règlent pas sur les effectifs des partis staliniens et les prévisions des bureaucrates.

La direction du parti espagnol déplore « *la grande confusion idéologique dans les rangs du prolétariat espagnol.* » Mais malheureusement il l'aggrave encore en sacrifiant le parti aux intérêts de la fraction stalinienne, en le privant de combattants résolus par l'exclusion de nos camarades de l'opposition de gauche. Malgré ses forces encore faibles, le parti avait devant lui des possibilités d'action encore renforcées par le discrédit des socialistes patronnés pendant la dictature par Primo et la liaison des anarcho-syndicalistes avec les républicains bourgeois. Malgré les cruautés de la répression qui a déjà jeté en prison un grand nombre d'entre eux, nos camarades de l'opposition espagnole luttent de toutes leurs forces pour que le parti se renforce, pour qu'il conquière une influence puissante dans la Confédération Nationale du Travail des anarcho-syndicalistes où se trouvent les forces ouvrières les plus capables et pour qu'il prenne la tête du prolétariat pour l'entraîner dans la lutte de classes révolutionnaire contre la monarchie et le régime.



L'an I de la Révolution Russe

par

VICTOR-SERGE

1 vol ..... 25 frs.

Nous mettons en vente des collections de la LUTTE DE CLASSES pour les 6 premiers mois de 1930, AU PRIX DE 10 FRANCS (Nos 17 à 22).

Les révolutions de l'Amérique du Sud

La guerre civile au Brésil

Le Brésil est le quatrième pays de l'Amérique du Sud à renverser le gouvernement au cours des trois derniers mois. En Bolivie et au Pérou, avec la sympathie des grandes masses, la bourgeoisie libérale échafauda des mouvements triomphants, qui, aidés par l'impérialisme britannique, poussèrent à la défaite des éléments féodaux qui, au pouvoir depuis des années avaient travaillé la main dans la main avec les financiers de Wall street.

La révolte brésilienne, cependant, est en réalité une affaire plus complexe que celle des autres pays. Le Brésil est, en superficie, le plus grand pays de l'hémisphère sud, et a une population de 39 millions d'habitants, concentrée principalement dans les différentes parties de l'Est et du Sud. A travers cette immense étendue, les produits industriels et agricoles sont tout à fait divers, et les gouvernements locaux (qui ont une grande liberté dans leur autonomie locale, au point de disposer d'armées à eux) représentent en général les intérêts respectifs des exploiteurs locaux. Les principales productions du pays sont le café, le caoutchouc, le cacao, le bétail, les céréales, les mines, etc...

Le gouvernement brésilien renversé représentait avant tout les intérêts des producteurs de café, comme il est naturel, puisque le café est le principal produit d'exportation. Le Brésil produit la plus grande masse du café mondial. Durant la période de crise qui, spécialement pour le café, a été très longue, le gouvernement de Washington Luis a essayé toutes sortes de moyens pour protéger artificiellement les intérêts des planteurs de café. D'abord vint le plan de valorisation, grâce auquel la surproduction était stockée pour forcer une montée des prix sur le marché. Après la faillite de ce système, des emprunts ont été lancés *à la fois* en Angleterre et aux Etats-Unis, pour protéger les spéculateurs sur le café et aider la crise de l'industrie. La bourgeoisie libérale, dont les intérêts s'opposaient violemment à ceux des producteurs semi-féodaux de café, protestent énergiquement contre l'extension de ces emprunts étrangers qui ne bénéficient qu'à l'industrie du café.

La récente rébellion a été constituée par une combinaison de toutes les forces d'opposition, spécialement celles de la petite-bourgeoisie qui représente en général surtout les intérêts des industries secondaires du pays. Escomptant une aide des masses, par suite des années de direction dictatoriale sous le régime Washington Luis, la révolte débuta dans quelques Etats, et après quelques combats parvint à dominer tout le pays en quelques semaines. Comme la flotte succombait, l'armée renversa le président et conclut un compromis avec les rebelles. Le compromis ayant été rejeté, les officiers de l'armée, heureux d'avoir sauvé leur propre peau, furent obligés de céder aux demandes du nouveau régime.

Une fausse analyse de la situation

Le P. C. brésilien a toujours peint le gouvernement Luis comme pro-anglais, identifiant les intérêts des producteurs semi-féodaux de café avec ceux de l'impérialisme anglais. Quoiqu'ils aient tout à fait correctement aperçu que les investissements de capitaux britanniques au Brésil sont doubles de ceux des Etats-Unis, ils n'ont pas fait attention que l'immense majorité de l'exportation de café brésilien était vendue à New-York. Les deux impérialismes sont profondément intéressés au café brésilien, de même que les industries secondaires sont contrôlées par l'un ou l'autre impérialisme. En ce qui concerne l'industrie du caoutchouc, l'administration de Luis favorisait les intérêts de Ford contre ceux de ses rivaux britanniques. Nos camarades de l'Opposition de gauche au Brésil, dans leur journal mensuel *La Lutte de Classes*, ont clairement montré l'erreur de l'analyse du parti et ont indiqué qu'au Brésil étant donné la structure économique compliquée, avec sa grande diversité de produits, chaque région a son propre marché et entrepôt, et un intérêt combiné, malgré les conflits, de la part *des deux impérialismes;* ainsi, pour le plus important produit, le café, il est impossible de dire si l'une ou l'autre puissance impérialiste défend, au vrais sens du mot, *l'un* ou *l'autre* des deux partis brésiliens. Les deux impérialismes concluent des pactes et des arrangements avec les deux groupes, selon les exigences de la situation.

Le gouvernement de Wall-Street, aidant le vieux régime brésilien au moment de sa chute, ne prêta certainement son aide qu'en échange de promesses de futures concessions; seuls des acrobates peuvent croire que Wall-Street, après avoir défendu les révoltés, fit un saut périlleux et courut à l'aide du régime qu'il venait d'affaiblir par ses propres efforts. (*Daily Worker* du 21 octobre).

Le journal communiste *Freiheit* nous informa dans un article qu' « *un soulèvement communiste des masses s'est emparé de la troisième des plus grandes villes du Brésil* ». On ne dit rien de ce fait dans le *Daily Worker*; s'il était vrai, il serait d'une grande signification révolutionnaire. En réalité il était seulement arrivé (d'après le *New-York Times*) que, durant une démonstration de rue des ouvriers de Bahia, plusieurs vitres avaient été cassées et quelques automobiles retournées. A Rio-de-Janeiro, cependant, il semble que les camarades du parti aient tenté une action pour « s'emparer du pouvoir »... et aient été réduits avec de nombreuses pertes après deux heures par les troupes et la police. Le *Daily Worker* commentant ce véritable suicide par un putch, dit dans le numéro du 28 octobre : « Le combat des ouvriers, sous la direction du P. C. brésilien, montre la profonde radicalisation des masses qui se développe et le fait que les ouvriers et paysans pauvres commencent à mettre en avant leurs revendications contre leurs propres bourgeoisies aussi bien que contre toutes les forces impérialistes ».

Le P. C. brésilien est malheureusement discrédité devant les masses par son aventurisme « anti-impérialiste » et son jeu électoral avec le bloc cuvrier et paysan.

Notre petit groupe d'opposition de gauche brésilien réunit déjà un nombre de sérieux combattants révolutionnaires, exclus du parti pour leur lutte cohérente contre l'opportunisme de la direction. Les bolchéviks-léninistes du Brésil ont pour tâche de rallier autour d'eux les meilleurs éléments prolétariens du parti, pour reconstruire le mouvement communiste brésilien, pour organiser la classe ouvrière dans la lutte pour le communisme au Brésil.

(d'après *The Militant*).

Après l'affaire Vecchi

La concentration et la provocation fasciste

Le journal concentrationniste *La Liberta*, cherche à exploiter le cas Comini pour diriger ses attaques contre le parti communiste. *La Liberta* a évidemment mal établi ses comptes, car elle oublie la longue série de provocateurs et de renégats sortis des partis de la concentration et dont le fascisme s'est prévalu dans sa lutte contre le mouvement révolutionnaire prolétarien. Les Garibaldi, les Menapace, les Savorelli sont des fruits mûris dans le jardin de la concentration. Les Dino Bonardi, les Gardenghi, les Maglioni, et des dizaines d'autres « journalistes » semblables, sont des « perles » appartenant toutes à la concentration. Naturellement, il est sûr que tout cela ne suffit pas à établir les « corrélations » entre le fascisme et la concentration : ces « corrélations » existent et sont pour tout communiste, bien que plus complexes, d'un enseignement frappant.

Le fascisme, aussi bien que la concentration agissent sur le terrain commun de la contre-révolution, de la défense du profit capitaliste, de la lutte contre le mouvement prolétarien révolutionnaire. La différence des « méthodes », derrière lesquelles se présentent aujourd'hui fascisme et concentration, ne suffit pas à cacher ces « corrélations réelles », qui tient à leur nature bourgeoise commune. La lutte que le parti communiste doit mener contre la concentration et contre le fascisme, est au contraire la lutte même qui oppose la classe ouvrière à la bourgeoisie. Tandis qu'entre la concentration et le fascisme, il n'y a lutte que pour savoir qui contiendra et brisera les forces révolutionnaires de la classe ouvrière pour le maintien de l'ordre capitaliste, le parti communiste en luttant contre les provocateurs, contre le fascisme, contre la concentration, ne lutte que contre un ennemi unique qui, avec des moyens différents, cherche à conserver sa dictature de classe: la dictature capitaliste. Ainsi, tandis qu'entre le fascisme et le communisme il y a une nette opposition, un antagonisme absolu; il devient non seulement licite, mais juste de parler de « corrélations » entre fascisme et concentration.

F.

LES LIVRES

G. DUHAMEL : Scènes de la vie future

On trouverait difficilement un livre où le problème des rapports entre l'Europe et les U.S.A. puisse être envisagé de façon plus superficielle. Duhamel a peut-être des qualités de romancier mais il n'a vraiment aucune qualité pour le rôle de témoin de notre époque qu'il ambitionne avec un certain nombre d'autres messieurs plus ou moins cotés par les éditeurs. Il nous avait déjà donné un bien mauvais livre sur la Russie Soviétique, livre terne, embarrassé et réticent, où avec l'attitude du monsieur convenable qui a été choqué au cours d'une réception mais que la politesse empêche de dire du mal de ses hôtes, il refoulait tant qu'il pouvait.

Aujourd'hui, prenant l'attitude du monsieur carré qui n'hésite pas à dire toute sa façon de penser, il décharge sa bile contre l'Amérique, en décochant quelques flèches à retardement contre la Russie Soviétique qu'il n'hésite pas avec beaucoup d'à-propos et d'originalité, vraiment, à comparer à l'Italie fasciste.

Que reproche Duhamel aux U.S.A.? De nous donner le spectacle de l'exploitation capitaliste parvenue à son summum, d'avoir inventé les méthodes les plus odieuses et les plus hypocrites pour faire suer de la plus-value aux travailleurs? Que non pas! Il lui reproche de lui avoir mis un thermomètre dans la bouche à son arrivée, de lui avoir fait voir et entendre de très mauvais films sonores, de l'avoir fait se rencontrer avec des gens peu originaux dans le choix de leurs produits alimentaires et hygiéniques! D'où procède l'incompréhension de Duhamel? — du point de vue petit-bourgeois qui a toujours été le sien. Il a cherché instinctivement les gens de son monde : les Américains moyens et il c'est trouvé en présence du consommateur standardisé, du client qui représente le tiers personnage dans les rapports entre le capitalisme et le prolétariat. On a donc la réaction du Français moyen, cher à Herriot, en face de l'Américain moyen. Il est bien connu que le philistin français se croit un grand génie et un libre esprit parce qu'il rouspète contre les impôts, contre le gouvernement et contre les grands magasins qui font du tort aux petits commerçants. Si au surplus il a des lettres, tout est perdu car il se croit alors le type de l'humanité idéale, la fine fleur de l'élite dans la démocratie. De son côté l'Américain moyen est un goret satisfait, heureux de vivre sous la loi des gorets, d'obéir aux policemen et aux vieilles filles, de bureaucratiser à la sueur de son front comme il est prescrit dans l'Ecriture, d'avoir une auto, de fréquenter le club, le temple et le cinéma. Ces deux personnages ne pouvaient que se heurter d'autant plus qu'une jalousie inavouée oppose le premier au second.

En face du goret satisfait, Duhamel assume le rôle comique du philosophe mécontent qui reproche gravement au goret d'oublier qu'il a une âme et des besoins spirituels, qu'il y a encore dans la vieille Europe des industries de luxe qui ne fabriquent pas tout en série. Tout cela est bien peu sérieux. Le drame du monde futur ne se joue pas entre ces deux personnages, heureusement, mais à l'échelle mondiale entre le prolétariat et le capitalisme. Ni le goret ni le philosophe ne représentent les types de l'humanité future qui sera personnifiée par le prolétariat victorieux, asservissant les forces mécaniques qui l'avaient asservi au temps de la domination capitaliste.

A. A.

J. KASSVAN : Es gibt ein anderes America

Cette petite borchure soigneusement présentée, contient des poèmes illustrés de dessins extraits du journal américain: *The New Masses*.

Ces poèmes sont des descriptions de la vie ou plutôt de la misère du prolétariat moderne dans l'Amérique moderne. Misère physique, misère morale y sont peintes avec force et sans vaine sentimentalité. Aussi, le lyrisme proprement dit, est à peu près absent; le rythme et la versification sont pour la plupart libres. La faim, la lente agonie des chômeurs, la fatigue, la vie cruelle des nègres, l'abrutissement du travail à la chaîne, tout ce qui fait l'enfer des prolétaires exploités à outrance, ce sont là des éléments bien suffisants et qui imposent même qu'on s'abstienne de toute invention poétique, de toute imagination et de toute ornementation stylistique superflue. C'est ce que l'auteur a bien compris.

D.

La crise de l'empire britannique

Après la conférence impériale

Concurrence acharnée, attaques contre la classe ouvrière

La crise mondiale frappe durement le capitalisme anglais. Depuis dix ans, on peut dire qu'il n'a pas connu une seule année de prospérité; mais l'année 1930 est de beaucoup la plus critique. Le chancelier de l'échiquier Snowden a récemment fait publier l'état des finances britanniques pour le semestre 1er avril - 1er octobre. Le déficit du budget atteint 81 millions de livres, soit près de *dix milliards de francs*. Jusqu'à maintenant, l'Angleterre a vécu sur les réserves qu'elle avait accumulées pendant des siècles. Ces dernières années, elle comblait le déficit de sa balance commerciale par l'afflux des revenus provenant de ses capitaux exportés et répandus sur la surface du globe. Au lieu d'employer ses capitaux à réorganiser l'industrie pour la rendre capable de concurrencer victorieusement ses rivaux, elle a préféré les réexporter et spéculer dans toutes les Bourses du monde. Le krach de New-York, la crise mondiale lui ont enlevé ses possibilités de vivre en dehors des profits que l'industrie de la métropole ne pouvait plus lui donner.

Aussi la bourgeoisie anglaise suivie par la direction des Trade-unions avait elle placé tous ses espoirs dans l'organisation du bloc économique impérial. Les Dominions et la métropole devaient constitué une entité économique fermée à tout échange extérieur, une sorte de Fédération nouvelle des Etats Britanniques semblable à celle dont rêve Briand pour l'Europe. La conférence impériale de Londres qui vient de se terminer il y a 15 jours a infligé un échec retentissant aux désirs des impérialistes anglo-saxons.

La dislocation de l'Empire

Sur le terarin politique et constitutionnel, la théorie de l'Empire Uni n'a jamais existé qu'à l'état de rêverie pour distraire les soirées de lords milliardaires. La conférence impériale de 1926 avait déjà reconnu l'égalité de droits des différents Etats de l'Empire. La conférence de 1930 vient d'abroger ce qui restait des anciennes restrictions. Le veto du gouvernement de Londres aux lois promulguées par les différents parlements est supprimé. Les gouverneurs des Etats ne dépendront plus du gouvernement de Londres. Le conseil privé du roi ne sera plus juge suprême dans les litiges entre citoyens de l'Empire. Tout le pouvoir est remis aux mains de chacun des Etats et en fait, il suffira d'un simple vote parlementaire pour qu'un Etat s'affranchisse de ce qui subsiste encore du lien impérial d'autrefois. Au moment où à Londres le colonel Herzog, chef de l'Afrique du Sud, réclamait le droit de sécession, des manifestants hissaient au Cap le drapeau nationaliste. Politiquement, l'Empire se disperse aux quatre vents, et c'est tout ce qui subsiste de positif à la dernière conférence impériale, mais ce résultat positif n'est guère à l'avantage de l'Angleterre. Elle s'est contentée de tirer les marrons du feu pour ses Dominions.

La faillite du « libre échange impérial »

Economiquement, l'échec de la conférence est total. Les Dominions ont été unanimes à rejeter l'idée du « libre échange impérial », c'est-à-dire du « bloc économique impérial » cher aux Beaverbrock et Rothermere. Les Dominions se refusent à annuler les tarifs protecteurs qu'ils ont dressé les uns contre les autres; leurs capitalismes respectifs, loin de s'unir sous la houlette de Lord Beaverbrook se font une concurrence acharnée. L'Australie développe la culture du blé et interdit l'entrée des blés canadiens. Le Canada ne veut pas du lait de Nouvelle Zélande, et la Nouvelle Zélande ne veut pas des autos canadiennes. Entre l'Angleterre et les Dominions les liens sont encore plus relâchés. Avant la guerre, le Canada importait d'Angleterre le quart et des Etats-Unis les trois-quarts de ses produits, après la guerre les proportions sont une huitième venant d'Angleterre sept-huitièmes venant des Etats-Unis. Avant la guerre 90 pour cent des exportations du Cap allaient à l'Angleterre; après la guerre, seulement 60 pour cent, etc... Enfin les chiffres fournis à la conférence par Thomas, ministre des colonies, sont décisifs : durant l'année dernière l'Angleterre a importé des Dominions pour L. 359 millions et de l'étranger pour L. 861 millions. Les Dominions ont importé d'Angleterre pour L. 354 millions et de l'extérieur pour L. 778 millions. L'Angleterre et les Dominions sont ainsi les uns pour les autres des marchés et des concurrents au même degré que les autres pays, ni plus, ni moins. Vouloir unifier l'Empire en y respectant les différents capitalismes est un comble de l'absurdité.

M. Bennet, ministre du Canada a proposé le maintien des tarifs « intérieurs » à l'Empire absolument nécessaires mais une élévation de 10 pour cent des tarifs « extérieurs », système dit de la « préférence impériale ». Le parti conservateur, Baldwin en tête a fait siennes ces propositions et ira aux élections avec comme programme la « préférence impériale ». Il est même probable que sur cette question, les ultra-protectionnistes à la Beaverbrook et les semi-libéraux sont capables de refaire l'unité. Quant au Labour, il s'est coupé en deux. Les bureaucrates Trade-unionistes sont favorables au protectionnisme. Snowden d'une part l'I.L.P. de l'autre, y sont nettement hostiles. Ils arguent à juste titre de la hausse des prix de détail qui suivra toute augmentation des droits sur les denrées agricoles et des répresailles étrangères qui fermeront à l'industrie britannique des débouchés qui sont à l'heure actuelle les plus nombreux.

Finalement le gouvernement Mac Donald a eu peur de la réaction ouvrière qu'aurait provoquée la hausse des prix et il a refusé la proposition canadienne. Elle est renvoyée pour étude à une prochaine conférence qui se tiendra... l'année prochaine à Ottawa. Le parti conservateur, l'espoir de la bourgeoisie, met tous ses espoirs sur les tarifs préférentiels pour triompher aux prochaines élections; cela semble paradoxal puisque ces tarifs auront pour effet d'augmenter les prix de la vie, donc de diminuer les salaires réels, mais cela est fort possible, car le moindre plan, même mauvais, qui fera miroiter aux yeux des masses une diminution du chômage pourra emporter les suffrages des ouvriers détournés du Labour party par son incapacité à élaborer et son impuissance à agir. Et cependant le projet canadien est surtout avantageux pour les industriels et agriculteurs des Dominions qui pourront se permettre l'écrasement de leurs concurrents européens et mêmes américains dans la métropole. Il l'est beaucoup moins pour l'industrie anglaise déjà concurrencée par celles des Dominions eux-mêmes et mal protégée contre des concurrents comme le Japon et les Etats-Unis. Les hauts tarifs ne les empêcheront pas de pratiquer un dumping puissant dans les Dominions, contre lequel l'industrie anglaise ne peut rien.

Le capitalisme anglais, par la voix de Baldwin se met ainsi à la remorque des Dominions. C'est là son dernier espoir de survie au milieu de la crise permanente qui le ronge, et cette survivance, il ne pourra l'atteindre qu'en augmentant la misère de toute la population, en la réduisant à la portion congrue. Le P. C. et le Mouvement minoritaire doivent profiter de l'échec de la conférence impériale pour démasquer l'attitude protectionniste de la direction des T.U.: à la traîne des conservateurs. Les tarifs préférentiels de Baldwin, aussi bien que le libre échange impérial de Beaverbrook, n'auront pour *seul* effet que de soulager les Dominions, et sont incapables d'apporter le moindre remède à l'industrie anglaise; ils doivent reprendre les mots d'ordre de nationalisation et sur cette plate-forme, combattre la bourgeoisie protectionniste ou libre échangiste.

L'offensive contre les salaires

Il ne suffit pas au capitalisme d'attendre le vote du tarif préférentiel pour diminuer le standard de vie de la population, c'est tout de suite qu'il dirige son offensive contre le prolétariat. La diminution des salaires apparaît comme le prélude à la compression des prix de revient que va tenter de nouveau le capitalisme britannique, et que certains indices comme les possibilités d'emprunts britanniques en France laissent apparaître. Les propriétaires des mines sont à la tête de ce mouvement. Ils refusent de ramener à 7 h. 30 la journée de travail comme l'exigera la loi à partir du 1er décembre, sans une diminution de salaire qui atteindrait jusqu'à 12 shillings par semaine pour certaines catégories. Dans seize districts sur vingt et un, englobant 650.000 ouvriers, ils refusent de porter la question devant le conseil national des salaires institué par la loi sur les mines.

Quant à la Fédération des mineurs, elle a abdiqué son initiative dans les mains du Conseil national, organe mixte où sont représentés, patrons et ouvriers.

Si le refus des patrons de discuter seulement au Conseil national persiste, les mineurs seront acculés au lock-out, le 1er décembre. Il est probable que le gouvernement Mac Donald cédera en faveur d'une réduction de salaires, car son existence parlementaire le touche beaucoup plus que les intérêts des mineurs.

Quant au « Mouvement minoritaire », il doit lutter dans les unions, non pour en obtenir une augmentation hypothétique du salaire actuel, mais contre toute diminution de ce salaire, et le maintien de la journée de 7 h. 30, à défaut de la journée de 7 heures. Le M. M., bien handicapé par les erreurs de la troisième période, ne doit pas, comme il le faisait auparavant, laisser le chemin libre aux réformistes, contre le sabotage capitaliste de la production, contre sa volonté de rationaliser sur le dos des ouvriers, il doit reprendre le mot d'ordre de nationalisation que la Fédération des mineurs avait fait sien durant dix ans; il doit exiger pour la grève, le soutien actif des Trade-unions et du gouvernement travailliste, et mettre celui-ci au pied du mur, dans l'obligation de défendre sa propre loi, toute mauvaise qu'elle soit, contre l'attaque patronale, et ainsi, seulement, il pourra constituer un front unique de lutte.

Dans les chemins de fer, l'offensive se déroule aussi; les compagnies proposent une diminution de salaire de 6 % à 8%, en arguant de leur déficit d'exploitation. Les Trade-unions ont, au contraire, prouvé que les compagnies avaient un bénéfice assuré, malgré la crise; les Unions de cheminots et l'Association des mécaniciens ont repoussé toute diminution de salaires... Ainsi commence par les mines et les transport, le nouveau plan de lutte et de consolidation de la bourgeoisie britannique. Il ne faut pas s'illusionner sur les capacités de défense du Labour. Le gouvernement préférera la capitulation à une défaite parlementaire motivée par les grèves. C'est au M.M. et au P.C. d'exploiter la carence prévue du gouvernement « ouvrier », et de faire la preuve de son impuissance, aussi bien sur le terrain de la défense des salaires, que sur celui de la diminution du chômage; c'est à eux de profiter de la poussée de lutte de classe qui semble se manifester pour asseoir leur influence bien compromise jusqu'ici, et surtout pour la reconquérir. *PAUL SIZOFF.*

la Vérité des Jeunes

Nous devons apprendre, apprendre sans relâche et beaucoup apprendre !

LÉNINE

L'Avant-Garde et l'éducation

La jeunesse communiste qui doit être à l'avant-garde de la jeunesse ouvrière, qui doit sans cesse guider la marche des jeunes prolétaires vers leur émancipation, se doit d'éduquer les jeunes pour en former une masse consciente de ses intérêts et de ses droits.

Cette masse de jeunes sera l'appoint victorieux dans la lutte des classes, non seulement par sa jeunesse héroïque, mais aussi et surtout, par sa science de l'action et de son éducation politique acquise par la jeunesse communiste.

C'est là le but essentiel de la J. C. et son arme la plus solide, la meilleure pour éclairer les jeunes ouvriers et les appeler à suivre son action, c'est : *son journal de combat et d'éducation*, l'*Avant-Garde*. Ce journal doit être le flambeau de ralliement des jeunes travailleurs. L'*Avant-Garde*, étincelle qui donne vie à la matière. Cette étincelle c'est le marxisme. Non pas abstraitement la compilation de bouquins poussiéreux, mais le marxisme de la lutte de classes.

L'Avant-Garde, l'organe de la jeunesse communiste, ne doit pas s'abaisser au niveau moyen des jeunes ouvriers qui luttent spontanément, mais souvent inconsciemment. Le rôle de l'Avant-Garde *est d'élever la conscience de classe des jeunes travailleurs pour que celle-ci puisse réagir victorieusement sur le déroulement objectif des événements.*

L'*Avant-Garde* se complait actuellement dans des formules faciles qui consistent tout simplement à suivre les événements cahin-caha...

L'*Avant-Garde* des jeunes prolétaires doit être l'organe de combat, l'arme politique puissante de pénétration au sein de la masse des jeunes, dans les mains de la jeunesse communiste.

Le rôle d'éducateur de l'*Avant-Garde* doit se manifester sous toutes ses formes. Sa richesse doit être féconde. Il doit exprimer les tendances culturelles et l'avenir du mouvement. L'éducation doit se manifester dans les sciences économiques et politiques.

Ce que nous demandons là est exprimé par les thèses du deuxième congrès mondial de l'I. C. J., concernant l'éducation.

Camarades des Jeunesses, il faut prendre l'offensive et demander que l'on publie dans la presse les thèses sur l'éducation du deuxième congrès mondial, ainsi que les ... de Lénine sur cette question. Il ... et obliger les dirigeants à ... cette base de l'organisation qui ... moyen d'élargir notre influence parmi les jeunes, de coordonner par la théorie les efforts et de diriger les mouvements vers ses buts révolutionnaires. Les jeunes ne doivent pas faillir à leurs tâches. Ils doivent lutter pour une *Avant-Garde*, foyer de pensée marxiste qui formera la jeunesse sous son impulsion et sortira l'organe des jeunes de l'impasse où elle se débat dans le journalisme d'information, plate déformation de l'*Humanité*.

Luttez pour une *Avant-Garde* combattive et d'éducation qui sera le ralliement de tous les jeunes combattants prolétariens.

Daniel LEVINE.

Les Dix Ans de "l'Avant-Garde"

"l'Avant-Garde" d'hier et "l'Avant-Garde" d'aujourd'hui

Pour relater l'histoire de l'*Avant-Garde*, décrire les maintes campagnes qu'elle engagea, les batailles auxquelles elle prit part, il faudrait des colonnes entières.

Nous allons nous efforcer de donner ici, à nos jeunes camarades des J. C., un aperçu de ce qu'était l'organe des Jeunesses Communistes en ses premières et glorieuses années.

Nous savons parfaitement que certains de ceux qui surent donner un si bel éclat à l'*Avant-Garde* sont aujourd'hui tombés bien bas, mais ce qui nous intéresse c'est le contenu des articles et non les signataires.

L'Avant-Garde Ouvrière et Communiste naquit aux heures où les ouvriers des vieux partis socialistes s'insurgeaient contre la honteuse trahison, durant les sanglantes années 1914-18, des chefs social-patriotes, aux heures héroïques où les prolétaires du monde entier faisaient souffler sur la vieille société un vent puissant de révolutions, faisant trembler les capitalistes de tous leurs membres pour leur or visqueux du sang caillé de l'immonde crime universel, aux heures enthousiastes où la glorieuse Révolution russe apportait au prolétariat international le flambeau de la liberté et de la justice.

On conçoit bien que dans une pareille atmosphère le désir de lutte des jeunes ouvriers était tout autre qu'aujourd'hui, mais les jeunes socialistes-communistes et l'*Avant-Garde* savaient le condenser et l'organiser.

Le meilleur moyen de formation bolchévik des Jeunesses Communistes est l'éducation marxiste-léniniste des militants.

Education qui leur permet de juger clairement les conflits de classes, d'organiser pratiquement les luttes et d'entraîner avec le maximum de succès la jeunesse ouvrière derrière eux.

Dans chaque numéro de l'*Avant-Garde* — ainsi que dans toutes les revues des Jeunesses Communistes, — on s'efforçait de faire comprendre aux jeunes la nécessité de la théorie.

Les lignes que nous reproduisons ci-dessous en sont un des meilleurs exemples :

« *Les devoirs élémentaires des organisations communistes de jeunesse sont : formation de lutteurs prolétariens conscients, et de constructeurs futurs de la société communiste. La conscience communiste et la capacité de lutte seront obtenues, en dehors de la participation à la lutte politique, par l'éducation socialiste théorique qui est aussi une arme puissante dans la lutte contre l'idéologie bourgeoise.*

« *Les organisations communistes de jeunesse se donnent pour tâches* essentielle *une éducation complète de la jeunesse dans l'esprit marxiste, par l'élévation de son niveau culturel. La jeunesse ouvrière doit* arracher à la bourgeoisie *ses richesses du savoir humain* qui sont nécessaires pour la conduite de la lutte émancipatrice du prolétariat. *Elle doit aussi atteindre la voie des sciences, de l'art et de la littérature. De ses rangs doivent sortir non seulement des ouvriers consciencieux et des soldats rouges héroïques, mais aussi les savants, les techniciens, les organisateurs, les philosophes, les poètes et les artistes de la nouvelle société communiste. La jeunesse ouvrière et son organisation est appelée à créer en première ligne, la nouvelle culture prolétarienne inspirée de l'esprit communiste.* »

Et par de nombreuses citations telles que celle de Lénine :

« *Nous devons apprendre, apprendre sans relâche, et beaucoup apprendre.* »

et de Trotsky :

« *Apprenez, rongez avec vos dents le granit de la science.* »

L'*Avant-Garde* incitait ses lecteurs à s'assimiler le plus possible les extraits, qui étaient abondamment fournis dans ses colonnes, des œuvres de *Marx, d'Engels, de Lénine, de Trotsky, de Karl Liebknecht, de Rosa Luxembourg*, et autres géniaux constructeurs du communisme.

Extraits habilement présentés et clairement expliqués par des camarades à la hauteur de leur tâche.

L'*Avant-Garde* était éducative.

Par des articles bien documentés contre la guerre, contre le militarisme, pour la défense de la Révolution russe, et des reportages très soignés sur les conditions d'apprentissage, de travail, et de vie en général, l'*Avant-Garde* menait un combat acharné contre les adversaires de la jeunesse ouvrière. Elle reflétait la vie active d'une jeunesse bouillante et pleine d'ardeur, luttant consciemment pour le triomphe de son idéal, le communisme.

L'*Avant-Garde* était combattive.

La lecture de l'*Avant-Garde*, loin d'être rebutante, était rendue attrayante par des biographies de lutteurs prolétariens, animant la foi révolutionnaire des jeunes travailleurs, des contes révolutionnaires judicieusement choisis, des dessins expressifs, etc...

L'*Avant-Garde* était distractive.

L'*Avant-Garde* — éducative, combattive et distractive — était un journal de jeunes, digne des Jeunesses Communistes et de la jeunesse ouvrière.

***

Aujourd'hui les temps sont changés. Depuis 1925 le niveau idéologique de l'*Avant-Garde* — parallèlement aux Jeunesses Communistes dont elle est le miroir — suit une courbe descendante, au rythme accentué durant la fameuse « troisième période ».

Pour donner une idée à peu près exacte du pathos effroyable régnant dans ses colonnes ce n'est pas chose facile. On ne sait où commencer; les débris de la « troisième période » se confondent avec les amorces de la phase nouvelle du perpétuel « tournant », les appels de front unique aux jocistes, avec les départs en guerre contre eux.

L'*Avant-Garde* « journal des jeunes » n'est plus qu'une mauvaise copie de l'*Humanité* « journal d'informations (?) »; les élections d'Allemagne et du 20e, les Soviets de Chine, la catastrophe du R 101 sont traités de la pire façon journalistique.

Cependant les hauts sommets de la littérature couteilhasienne sont atteints dans les « Coups de Bambous » et les « Echos ». La prose au style de barrières apporte aux jeunes ouvriers une idée de... la nullité des rédacteurs de l'organe des Jeunesses Communistes.

Un autre sujet à l'ordre du jour de nos jeunes bureaucrates est la correspondance ouvrière. Celle-ci quoi qu'étant le meilleur, ne vaut pas grand'chose. Les correspondants se contentent de dire « le contrecoup a fait ceci et cela, c'est une sale boîte ». Les conclusions? Un amoncellement de « mots d'ordre » : « Adhérez au syndicat!, adhérez aux J.C.!, Formez vos Comités de lutte! », etc,. etc...

Les dessins « amusants (?) », si chers aux piètres dirigeants des J. C., ornant l'*Avant-Garde*, et dont les plus marquants sont ceux de « La G.D.V. (Gloire des Vainqueurs) » sont tout au plus dignes de figurer dans quelque feuille pornographique.

Mais l'éducation, l'antimilitarisme, les adversaires, *que deviennent-ils?*

L'éducation?, déviation petite-bourgeoise, sujet d'opportunisme, entrave au travail prrratique, boutez tout cela hors de l'*Avant-Garde*.

L'antimilitarisme?, ô Liebknecht, sois fier de tes élèves, vois comme ils savent bien organiser fêtes et goguettes. Et *la lutte pour l'amélioration de l'ordinaire* n'est-elle pas menée avec une maîtrise incomparable? la lutte politique *anti* c'est trop élevé pour les jeunes ouvriers.

Les adversaires? Mais vous oubliez les vertus du Front Unique et l'efficacité des... engueulades.

Croyez-vous que lorsque, parlant du Congrès de la F.S.T., de Garchery l'*Avant-Garde* publie ceci :

« *Il gueulait comme une petite folle excitée, mais quelques* chatouilles aux genoux *le mirent à la raison, car ce fils à son père n'aime pas se faire serrer les rotules* ».

Et les jocistes en reçoivent-ils des propositions de front unique.

Quant aux jeunes socialistes se sont des c... vu que leur secrétaire se nomme Du...con.

***

Assez, assez de bêtises, de mots d'ordres sans signification et d'appels sans échos.

Ce que nous voulons c'est une *Avant-Garde* faisant pénétrer le communisme dans les masses de la jeunesse ouvrière.

Ce que les jeunes communistes veulent, c'est une *Avant-Garde* luttant vaillamment contre les ennemis du jeune prolétariat.

Ce que les jeunes ouvriers veulent c'est une *Avant-Garde* les défendant énergiquement contre leurs exploiteurs.

Pour cela, pour la refonte totale de l'*Avant-Garde*, camarades de la la base des J. C., faites bloc avec les jeunes oppositionnels.

SERGE DORNE.

Dans les Jeunesses Communistes

Le contenu de l'*Avant-Garde* est tellement faible politiquement, qu'il n'intéresse nullement les jeunes ouvriers malgré ses allures ouvriéristes. Dans notre rayon comme dans les autres les jeunes copains délaissent la lecture de l'*Avant-Garde*. Cet abandon est grave et, il découle de l'incompréhension politique des dirigeants. Nous devons réagir dans nos cellules contre le mécanisme de notre journal et lutter pour faire de l'*A.-G.* un moyen d'action capable d'entraîner les jeunes ouvriers derrière la Jeunesse communiste.

UN JEUNE DU 4e RAYON.

L' « Avant-Garde » et l'antimilitarisme

Dans notre coin de la banlieue parisienne où réside la force armée de la bourgeoisie (Versailles, St.-Cyr-l'Ecole) aucun travail sérieux *anti* n'est fait. Toujours des phrases et rien que cela; et dans l'*Avant-Garde* la rubrique des casernes est stupide et ridiculise cette grande tâche si importante qui doit animer notre organisation. Si la base première de l'anti-militarisme est tout le mécontentement de la masse des soldats aussi bien contre la nourriture et les brimades nous devons dire que cela n'est pas suffisant — bien au contraire. Il faut de ces luttes primaires, qui souvent ne dépassent pas le cadre du bataillon ou du régiment, dégager l'esprit antimilitariste et élargir coûte que coûte ce point de départ en lui donnant un caractère politique capable de grouper largement les jeunes ouvriers et paysans encasernés derrière un mot d'ordre politique qui renferme toutes les revendications légitimes des jeunes soldats. On parle souvent dans notre organisation du travail *anti*, mais on fait peu de travail révolutionnaire, se contentant d'enregistrer dans l'*Avant-Garde* chronologiquement les réclamateurs de haricots, des protestations contre les juteux etc... C'est tout, c'est peu. *On oublie les enseignements de Lénine et de Karl Marx, et l'*Avant-Garde*, au lieu de travailler politiquement et largement contre le militarisme se confine dans une politique confuse, laissant la tâche antimilitariste dans un primitivisme absolu au lieu de l'élever à une conception communiste capable d'animer notre lutte à mort contre la bourgeoisie impérialiste!*

UN JEUNE CORRESPONDANT DU 33e RAYON.

Dans le 1er Rayon

Plusieurs fois, dans notre rayon, la question du rôle de l'*Avant-Garde* fut posée. Différentes cellules, entre autres la 518 à l'unanimité, étaient d'accord pour que l'on supprime la tribune « *Nos échos* », absurde et vulgaire, ne répondant pas aux besoins des jeunes. Nous demandions aussi en général des feuilletons d'éducation politique.

Tous les copains désapprouvaient le feuilleton politique du journal. Des camarades allaient jusqu'à refuser de vendre l'*A.-G.* La réaction des jeunes était violente, ils voulaient une *A.-G.* vivante et non vulgaire comme le désirent les dirigeants qui pensent que « vulgarité » remplace « communisme ». Couteilhas et les autres combattent par les moyens bureaucratiques le désir des jeunes copains. Les bonzes ne veulent pas éduquer la jeunesse; ils préfèrent la laisser dans l'ignorance.

Nous avons l'expérience du mot d'ordre d'éducation lancé par l'opposition de gauche. De l'extérieur les camarades de l'opposition nous secondèrent et réussirent à faire fléchir la direction. Il faut que sur ce point de l'*Avant-Garde*, l'opposition de gauche nous soutienne et fasse aboutir ce mot d'ordre d'éducation par une refonte de l'*Avant-Garde*.

Tous les copains soutiendront *La Vérité des Jeunes*, feuille combattive qui nous aide dans le redressement des J. C.!

UN JEUNE DU 1er RAYON.

Les « Rabcors » de l'« Avant-Garde »

« De la correspondance, encore de la correspondance, toujours de la correspondance ouvrière », tel est le cri de guerre des docteurs ès sciences sociales, rédacteurs à l'*Avant-Garde*.

Il est évident qu'en insérant des letres de jeunes ouvriers les dits rédacteurs n'ont point besoin de fatiguer leurs facultés mentales à écrire de magistraux articles. Et que par là même, « les vieux bolchéviks endurcis dans les combats » (saluez!) dirigeant pour l'instant les Jeunesses, prouvent « à l'aide de preuves irréfutables » l'influence grandissante (!?) des J. C. et de leur « Organe Central » sur les « couches les plus exploitées de la jeunesse ouvrière ».

Cependant nous voudrions demander aux correcteurs de l'*Avant-Garde* de porter un peu plus d'attention au « redressement » (Garde à vous!)... du style. Car, par exemple, dans une page de correspondance on peut trouver un nombre de fois vraiment excessif les expression de « G.D.V., saoûler la gueule, vache, juteux, flic, cochon, etc. ». Toutefois nous protestons avec force et véhémence contre le « supplice » abominable que subissent certains jeunes ouvriers de la *Fosse Mulot, à Henin-Lietard* : On les fait *monter* à l'étage *de dessous* (*A.-G.* du 15.11.30).

UN SYMPATHISANT DU 8e RAYON.

Voir page deux la note sur
LE CERCLE D'EDUCATION DES JEUNES DE LA LIGUE

« L'an I de la Révolution Russe »

L'INSURRECTION D'OCTOBRE A MOSCOU

Nous donnons ci-dessous un extrait du chapitre du livre de Victor-Serge, l'An I de la révolution russe qui relate l'insurrection d'octobre à Moscou. Le camarade Mouralov, qui fut un des dirigeants de cette action, est aujourd'hui déporté par Staline, en qualité de membre de l'opposition de gauche. Mouralov a signé avec Rakovsky et d'autres, plusieurs déclarations adressées par les bolcheviks-léninistes en U. R. S. S. à tous les membres du parti. Mouralov est membre du parti bolchevik depuis 1903. Il participa déjà à la révolte armée à Moscou, lors de la révolution de 1905, à laquelle il prit part activement. En 1917, il était membre du Comité militaire révolutionnaire, et il fut l'un des dirigeants de la révolution à Moscou. Jusqu'en 1919 il fut commandant militaire de la Région de Moscou. Pendant la guerre civile, il commanda la troisième armée contre Koltchak, puis la douzième armée dans le Sud-Ouest. En 1921, il redevint commandant de la Région de Moscou. En 1924, il fut nommé au commandement de la Région du Caucase du Nord, par suite de sa participation à l'opposition dès 1923. Il était membre du collège du Commissariat à l'Agriculture depuis 1920, recteur de l'Académie d'Agriculture en 1925-1926, chef de l'Inspection de l'Armée et de la Marine rouges, membre au Presidium du Plan économique d'Etat, membre de la Commission centrale du contrôle du parti bolchevik jusqu'au 15e Congrès.

Oppositionnel depuis 1923, déporté depuis 1928, notre camarade Mouralov n'a cessé de témoigner sa foi ardente dans les destinées de la révolution prolétarienne russe et mondiale.

Au moment du 13e anniversaire de l'insurrection d'Octobre, à laquelle il a participé, nous lui adressons notre salut le plus fraternel et chaleureux.

LA REDACTION.

La nécessité économique de la révolution se fit sentir de façon beaucoup plus directe à Moscou.

La ville était administrée par une Douma (municipalité) composée d'éléments bourgeois, petits-bourgeois, intellectuels, parmi lesquels les socialistes-révolutionnaires et les cadets disposaient d'une majorité assez stable, à laquelle les menchéviks se joignaient fréquemment. Assemblée impopulaire. Les tribunes y manifestaient bruyamment — comme à la Convention — applaudissant l'opposition bolchévik. Le 24 septembre, la réélection des Doumas d'arrondissements — on dit des rayons — donna aux bolchéviks l'occasion de tâter les masses. Les élections donnèrent la majorité aux bolchéviks dans quatorze arrondissements sur dix-sept. Elles renforcèrent aussi les cadets. Les partis de la conciliation sociale en sortirent broyés.

Cette victoire, les bolchéviks la durent à leur intelligence du besoin de la masse ouvrière. La disette était poignante; les dernières réserves de blé s'en allaient; le jour se rapprochait où la cité serait sans pain. La ration en était réduite à 100 grammes par tête d'habitant et par jour. Le mauvais fonctionnement des transports empêchait toute amélioration du ravitaillement. Il fallait des mesures de salut public d'une extrême énergie : centralisation du ravitaillement, municipalisation du pétrissage du pain — en d'autres termes, expropriation des boulangeries — réquisition des locaux, inscription obligatoire de tous les habitants sur des listes uniques de ravitaillement. Ces mesures, les bolchéviks les exigèrent. Elles en impliquaient d'autres. La crise du ravitaillement entrait dans les desseins de guerre sociale des classes possédantes. Elle complétait l'effet du sabotage de la production par le patronat. Aussi fallait-il, pour remédier vraiment à la disette, prendre en mains toute la production.

Les bolchéviks exigèrent :

1° La démobilisation immédiate des entreprises industrielles qui produisaient avant la guerre des articles de première nécessité. « La continuation de la guerre entraînait la perte de la capacité d'action révolutionnaire du prolétariat et de l'armée, c'est-à-dire la perte de la révolution. » (A. Schlichter).

2° La réquisition des fabriques, destinée à mettre un terme au sabotage de la production par les industriels et à faciliter la reprise rapide de la production du temps de paix. But : donner au paysan, en échange du blé, des produits de l'industrie.

3° L'obligation du travail pour les employés de l'industrie qui pourraient être tentés de répondre par la grève à la socialisation.

4° La réquisition des stocks afin de couper court à la spéculation.

A la fin de la première semaine d'octobre, les travailleurs du cuir de Moscou entraient dans leur dixième semaine de grève. Et la grève n'est pas facile avec des rations de pain de cent grammes! Les syndicats du bois, des métaux, du textile, des travailleurs municipaux se préparaient à la grève. De son côté, le patronat organisait une sorte de grève perlée de la production : lock-outs partiels, fermeture d'entreprises sous de multiples prétextes, restrictions sournoises ou brutales de la production, ventes d'outillage, liquidations, le tout justifié par une « situation générale intenable ». La situation réelle de l'ouvrier moscovite était d'une extrême gravité. Depuis le début de la guerre, le prix des vivres avait augmenté six fois et demie; ceux des articles manufacturés de première nécessité (tissus, chaussures, bois de chauffage, savon, etc.) avaient augmenté près de douze fois; les salaires, par contre, n'avaient fait en moyenne que quadrupler. Les ouvriers réclamaient en vain la reconnaissance de leurs comités d'usines. Le gouvernement provisoire, sympathique au patronat, leur opposait une évidente mauvaise volonté. Des grèves désespérées pouvaient éclater d'un moment à l'autre. La crise était mûre. Le 19 octobre, la majorité bolchévik du Soviet de Moscou, envisageant cette situation, adoptait, sur la proposition de Boukharine et de Smirnov, une série de mesures qu'il est permis de qualifier d'insurrectionnelles.

Le Soviet décrétait de satisfaire, de concert avec les syndicats, les revendications des grévistes; l'arrestation des capitalistes, coupables de saboter la production; le moratoire des loyers; la mobilisation des masses pour la prise du pouvoir par la démocratie révolutionnaire. Les syndicats étaient invités à instituer eux-mêmes la journée de travail de huit heures; les peaussiers en grève recevaient l'ordre de remettre en marche les usines.

A quelques jours de là une conférence urbaine du parti se réunit. Sémachko, Ossinski, Smirnov y parlent de l'insurrection. « Chiffres et statistiques en mains, écrit un témoin, ils démontrent que si le prolétariat qui peut seul terminer la guerre ne prend pas le pouvoir, la Russie sera ruinée,. le pain et le combustible manqueront, les chemins de fer et les usines cesseront de fonctionner... Leurs discours ont un caractère scientifique, voire académique. Ce n'était pas, semble-t-il, une assemblée de révolutionnaires projetant un bouleversement social, mais l'assemblée d'une société savante. L'auditoire, composé par moitié de représentants des organisations militaires semblait indifférent. Personne ne demanda la parole pour contredire. Quand on mit aux voix, toutes les mains se levèrent : la conférence vota l'insurrection à l'unanimité ». Il s'agissait d'une chose évidemment nécessaire aux yeux de tous.

Le 23 octobre, le Soviet de Moscou promulgue son *décret n°* 1 sur le contrôle par les Comités d'usines de l'embauchage et du congédiement des ouvriers. Le 24 octobre, le Soviet vote l'organisation de la garde rouge. Chacun de ces votes est l'occasion de luttes orageuses avec les menchéviks et les s.-r. Les uns et les autres défendent pied à pied, ce qu'ils appellent la démocratie et la légalité.

Le 25 octobre, pendant que l'action s'engage à Pétrograd, le Soviet de Moscou constitue — plutôt — son Comité Révolutionnaire Militaire. Les s.-r. et les menchéviks exhortent le prolétariat à se ressaisir, à ne pas suivre l'exemple néfaste des usurpateurs de Pétrograd. L'Assemblée Constituante, seule, aura qualité pour statuer sur les destinées de la Russie. Battus au vote, les menchéviks entrent cependant au C. R. M., pour « provoquer un dénouement aussi indolore que possible à la tentative du coup d'Etat des bolchéviks ». En d'autres termes, pour saboter l'insurrection! — On les y admet...

La Douma de la ville réunie la veille, à huis clos, sans les conseillers bolchéviks, avait de son côté constitué un Comité du Salut public. Le maire socialiste-révolutionnaire Roudnev présidait à ses préparatifs de combat. Le colonel Riabtsev, autre s.-r., armait avec précipitation les élèves des écoles militaires — junkers —, les étudians, la jeunesse des écoles, bref la jeunesse des classes bourgeoises et moyennes.

Les débuts de la terreur blanche

La bataille de rues dura six jours et fut sévère. L'initiative des opérations appartint au Comité de Salut Public qui le 27, pendant que les Doumas délibéraient en séance commune, sommait le C. R. M. de se dissoudre, dans un quart d'heure. Lutte confuse, âpre et sanglante, dont nous ne retracerons pas les péripéties. La physionomie topographique de Moscou est celle d'une ville grandie au cours des siècles, en cercles concentriques, autour des palais et des églises du Kremlin, sorte de cité intérieure, fortifiée, entourée de hautes murailles crénelées et de tours pointues. A vol d'oiseau, le Kremlin, a lui-même l'aspect d'un triangle dont la base longe la rive gauche de la Moskova. Bâtie sur des collines, toute en ruelles étroites, dont les lignes irrégulières s'enchevêtrent, semée d'innombrables églises entourées de jardins, ceinte de longs boulevards plantés d'arbres, la ville offre à l'attaque et à la défense des possibilités sans nombre. Mais dès l'abord, les tâches stratégiques des deux adversaires se précisèrent. Le C. R. M. siégeait au Soviet au centre de la ville, en haut de la rue Tverskaya, dans l'ancienne résidence du gouverneur. La liquidation de ce quartier général fut l'objectif des troupes de l'ordre. La tâche du C.R.M. fut par contre de tenir assez longtemps pour que les gardes rouges des faubourgs arrivassent à son secours, prenant les blancs à revers. La prise du Kremlin par les blancs ne fut dans ces conditions qu'un épisode, d'ailleurs très significatif.

Les rouges avaient la supériorité du nombre. « Nos ennemis, dit Mouralov, devaient avoir environ 10.000 hommes; deux écoles militaires, six écoles de sous-officiers... les sections militaires des s.-r. et des menchéviks, la jeunesse des écoles; nous n'avions pas moins de 50.000 combattants sûrs... soit environ 15.000 hommes de troupes actives, 25.000 hommes de troupes en réserve, 3.000 ouvriers armés, 6 batteries légères et quelques grosses pièces ». Là, les éléments bourgeois et petit-bourgeois, intellectuels compris; ici, la masse grise des soldats et des ouvriers. Le défaut d'organisation et les hésitations des rouges rendirent pourtant la lutte incertaine.

Le 28, à minuit, les junkers — élèves des écoles militaires — cernent le Kremlin. Déjà le Comité du Salut Public occupe les gares, l'usine électrique, la station centrale des téléphones. Coupé du C.R.M., le commandant du Kremlin, Berzine, auquel on certifie que « l'ordre est rétabli » rend la place, sur promesse formelle que ses hommes auront la vie sauve. Il va lui-même ouvrir les portes. Il est aussitôt empoigné, frappé, abreuvé d'outrages par les junkers. Un colonel lui dit : « Tiens! vous êtes encore vivant? Il faut vous tuer ». Les ouvriers de l'Arsenal du Kremlin n'apprennent la capitulation que lorsqu'on vient arrêter leur Comité de Fabrique. Au matin, l'ordre leur est donné de se munir de leurs pièces d'identité et de s'aligner dans une des vastes cours du Kremlin, à peu de distance de l'énorme canon du tsar Fédor Ivanovitch. Là, trois mitrailleuses sont brusquement démasquées devant eux. Je cite le récit d'un rescapé. « Ces hommes ne peuvent pourtant pas s'imaginer qu'on va les fusiller ainsi sans jugeemnt, sans raison, eux qui n'ont pas combattu! Un commandement retentit : « Alignement! Fixe! » Les hommes s'immobilisent la main à la couture du pantalon. Un signal est fait alors et le vacarme des trois mitrailleuses en action se mêle à des cris d'épouvante, à des râles, à des sanglots. Tous ceux que la première décharge n'a pas fauchés se précipitent vers la seule issue : une petite porte étroite demeurée ouverte derrière eux. Le feu des mitrailleuses continue : au bout de quelques minutes, il se forme devant cette porte un tas d'hommes renversés, hurlants et sanglottants que l'on achève de mitrailler... La mitraille éclabousse de chair et de sang les murs des bâtiments voisins ». Ce massacre n'est pas un fait isolé. Les blancs arrêtaient et fusillaient un peu partout. A l'école militaire Alexandrovskoé, une cour martiale rendait en trente secondes des arrêts de mort aussitôt exécutés dans la cour. Retenons ces faits. Ils attestent chez les défenseurs du gouvernement provisoire, la volonté bien arrêtée de noyer dans le sang l'insurrection ouvrière. La terreur blanche débutait.

La nouvelle du massacre du Kremlin interrompt les négociations d'armistice engagées entre la C.R.M. et le colonel Riabtsev. Les blancs ne cherchaient qu'à gagner du temps dans l'espoir de recevoir des renforts. Le C.R.M. comprit qu'il fallait vaincre ou mourir. Il était à peu près cerné; mais de tous les faubourgs, gardes-rouges et régiments révoltés accouraient en masses à son secours, de sorte que les assiégeants étaient eux-mêmes pris dans un cercle de fer. Le 29 au soir, après une journée terrible au cours de laquelle l'état-major de l'insurrection faillit succomber, une suspension d'armes de 24 heures était signée, bientôt rompue par l'arrivée d'un bataillon de choc qui se joignit aux blancs. Les rouges, de leur côté, recevaient de l'artillerie. Des batteries entrèrent en action sur les places. Les blancs se replièrent sur le Kremlin. Après de longues tergiversations dues à la crainte de provoquer des destructions de monuments historiques, le C.R.M. se décida à ordonner le bombardement du Kremlin. Les blancs capitulèrent le 2 novembre, à 4 heures de l'après-midi. « Le Comité du Salut Public est dissous. La garde blanche rend les armes et est licenciée. Les officiers pourront garder les armes distinctives de leurs grades. Dans les écoles militaires on ne gardera que les armes nécessaires aux exercices... Le C.R.M. garantit la liberté et l'inviolabilité de tous », telles furent les principales clauses du traité signé entre blancs et rouges. Les combattants de la contre-révolution, les fusilleurs du Kremlin, qui, victorieux, n'eussent pas fait quartier aux rouges — nous en avons la preuve — étaient *libres*.

Clémence néfaste! Ces junkers, ces officiers, ces étudiants, ces socialistes de contre-révolution allaient se disperser par la vaste Russie, pour y organiser la guerre civile.

VICTOR-SERGE.

LE MOUVEMENT OUVRIER

Dans l'Opposition Unitaire

Unité syndicale anticommuniste?

Les chefs du comité pour l'Indépendance, partisans décidés de l'union des minorités, n'ont jamais cessé d'affirmer qu'aucun désaccord de principe ne s'opposait à une entente entre l'opposition unitaire et le C. I. S. Seuls, disait-on, les « trotskystes » avaient intérêt à susciter artificiellement des différends entre les deux minorités. Et, dans la *Révolution prolétarienne*, Monatte déplorait la « perte de temps » que les « trotskystes » causaient en s'opposant au bloc des minorités.

Nous avons, à maintes reprises, souligné l'équivoque entretenue à dessein, à la fois par Monmousseau et par Chambelland, prétendant ne voir dans la constitution de l'opposition unitaire l'un, Monmousseau, qu'une simple « division du travail », arrangée avec le C. I. S.; l'autre, Chambelland, que le fruit de manœuvres « trotskystes ».

Aujourd'hui, l'appel en faveur de l'unité syndicale, signé en commun par les chefs du C. I. S., par des confédérés où figure Dumoulin et par des autonomes, n'est pas précisément fait pour nous démentir. Sur l'unité syndicale, notamment, la position de l'opposition unitaire se différenciait essentiellement de celle du C.I.S. Chambelland ne l'ignorait pas, mais il continuait à proclamer nécessaire le bloc des minorités. Si son opération avait réussi on peut voir — par son appel signé avec Dumoulin — dans quelle impasse Chambelland aurait attiré l'opposition unitaire.

L'appel signifie en premier lieu que le centre de gravité du C. I. S. n'est déjà plus dans la C. G. T. U. C'est cela que proclame Chanbelland en signant l'appel avec Dumoulin.

Certes, le C. I. S. prend des précautions. Il dit bien dans l'appel que chacun devra rester dans son organisation pour y travailler en faveur de l'unité syndicale; mais ce n'est là qu'une habileté de forme.

Le C. I. S. faisant de l'unité syndicale le but de son action, reconnaît qu'il n'a nullement en vue le redressement, le renforcement de la C. G. T. U. Au contraire, une C. G. T. U. forte peut lui paraître un gros obstacle pour la réalisation de l'unité syndicale, pour lui, panacée universelle.

Où l'opposition unitaire dit: sauvons, renforçons la C. G. T. U., le C. I. S. répond: unité syndicale. Il y a là une différence dont il est vain de se dissimuler et de dissimuler aux autres l'importance; mais Chambelland qui parle si volontiers des manœuvres « trotskystes », n'en a cure!

L'opposition unitaire avait dit: l'unité syndicale n'est, dans les conditions actuelles, ni réalisable, ni souhaitable. Elle n'a pas à renier aujourd'hui sa position.

Il est devenu d'usage d'émettre maintes considérations sentimentales à propos de l'unité syndicale. Or, les révolutionnaires ne sauraient se satisfaire desdites considérations. Ils se rappellent que la scission syndicale — phénomène non seulement français, mais international — est le moyen qu'ont employé les journaux de tous les pays pour répondre à la menace révolutionnaire.

Et cela, Monatte et Chambelland semblent l'avoir oublié. Mais leur nouvel ami, Dumoulin, est bien placé pour leur confier ses souvenirs.

La réalisation de l'unité syndicale ne peut être obtenue actuellement que par la capitalisation devant le réformisme. Et à celà l'opposition unitaire ne souscrira jamais.

Les signataires de l'appel imaginent un réformisme qui ne conduise pas à Genève, qui ne soit pas le collaborateur de la bourgeoisie dans ses conseils économiques.

Espoirs chimériques. Dumoulin le sait mieux que personne. En 1921, aussitôt qu'avec son aide efficace, les chefs réformistes consommèrent la scission syndicale, ils se sont empressés d'aller à Genève.

Ajoutons que Dumoulin était parmi les voyageurs et qu'il s'est attardé à Genève longtemps.

C'est s'illusionner que de croire que Jouhaux sacrifiera sur l'autel de l'unité syndicale ses entreprises.

C'est s'illusionner que de croire qu'il hésitera à entamer contre ceux qui lui barreraient la route de Genève la lutte jusqu'à une nouvelle scission.

L'opposition unitaire ne fera pas chorus avec les signataires de l'appel. Elle n'entretiendra pas à l'exemple des chefs du C. I. S. la confusion dans les esprits ouvriers. Elle saura lutter pour faire de la centrale révolutionnaire, de la C. G. T. U., une organisation de masses, puissante. A la fois contre les ex-chevaliers de la troisième période, incapables de redresser la C. G. T. U., malgré les « tournants décisifs » et qui trompent les ouvriers unitaires en racontant que l'opposition unitaire marche avec le C. I. S. et contre ce dernier, dont la politique dite d' « unité syndicale » conduit au morcellement de la C. G. T. U.

***

Certains ont fait un rapprochement entre le courant révolutionnaire qui, au lendemain de la guerre, culbuta le réformisme et le mouvement que s'efforcent de propager les signataires de l'appel pour l'unité syndicale.

C'est là une erreur très profonde! Le courant révolutionnaire d'après-guerre n'avait pas, au contraire, sa pointe orientée contre le communisme; ceux qui suscitent actuellement avec Dumoulin le mouvement d'unité syndicale l'orientent contre le communisme. Ils ne seront pas surpris de trouver contre eux l'opposition unitaire.

G.

Dans la 16e U. R.

L'U.R. contre Lapart

Le 16 octobre, nous avons exposé dans ses grandes lignes le conflit qui a surgi entre le bureau de l'U.R. et le bureau confédéral. Le Comité général de l'U.R. s'est solidarisé avec son secrétaire, Lapart, qui a eu quand même la faiblesse de se démettre de sa fonction. Depuis, l'U.R. est administrée par un bureau provisoire en attendant le congrès extraordinaire auquel incombera la difficile mission de résoudre un conflit dont l'importance dépasse le cadre de la région.

Lapart appartient à la Fédération postale unitaire dont il était, jusqu'en octobre, l'un des militants les plus écoutés, les plus estimés. Déplacé de Vannes sous la pression des entrepreneurs du bâtiment, il avait été révoqué à l'issue du mouvement des postes du 15 mai. En octobre il a été révoqué une seconde fois par le bureau confédéral pour avoir refusé de souscrire à des imputations calomnieuses portées par Herclet contre le secrétaire du syndicat autonome des dockers de Brest. Et il vient à nouveau d'être frappé par sa propre organisation.

Le Conseil National de sa fédération, réuni les 9, 10 et 11 novembre, a approuvé la mesure d'exclusion de la Commission exécutive prise contre lui. « Il s'est, par son manque de courage, engagé rapidement dans les rangs de ceux qui font le jeu du capitalisme et sont les ennemis véhéments de l'organisation et de la lutte réactionnaires. Si Lapart, sous la menace de la matraque, signa une déclaration au bas de laquelle jamais il n'aurait dû consentir à mettre son nom, il pouvait, le lendemain, se dégager et rétablir les faits ».

Lapart n'a pas voulu voiler la vérité ni payer de l'étouffement de sa conscience le poste qu'il occupait. Ce crime sera sévèrement châtié par les diverses instances de la C.G.T.U. Il reste à savoir si l'U. R. consentira plus longtemps à couvrir les agissements d'irresponsables, si elle aura le courage de désavouer son secrétaire après avoir manifesté, le 5 octobre en Comité général, son parfait accord avec lui.

ROLLO.

Dans la région lyonnaise

L'Opposition Unitaire apporte ses critiques et ses propositions au C.G. de l'U.R.

Le dimanche 23 novembre, se tenait à Lyon, le C. G. de l'U. R., élargi aux délégués des syndicats de Lyon, le Bureau de l'U. R. n'ayant pas jugé nécessaire de réunir celle-ci en vue de discuter l'ordre du jour du C. G.!...

Le camarade Aulas, de l'Enseignement de Saône-et-Loire, un délégué du syndicat de l'Enseignement de l'Ardèche et Revol, de Lyon, représentaient l'opposition unitaire.

La séance débuta par un grand discours de *Cellier* sur la situation actuelle, les dangers de guerre et contre l'O. U.

Aulas lui répondit au nom de l'O. U. en dénonçant les bavardages des chefs de la G. G. T. U. et de l'U. R. qui, après avoir lancé toute une sarabande de mots d'ordre, proposé quantité de mesures, n'ont rien fait, la situation syndicale se révélant plus gravement compromise après chaque assemblée régionale et les résolutions inappliquées.

Aulas dénonça les fausses perspectives des dirigeants actuels, qui ne sont même plus en accord avec les chefs de l'I. C. sur le caractère cyclique de la crise actuelle du capitalisme, qui doit être considérée comme une accentuation de la crise générale du capitalisme, mais pas forcément et absolument comme la crise catastrophique, mettant à l'ordre du jour la prise du pouvoir.

Il dénonce la manœuvre des dirigeants, essayant pour tromper les ouvriers, de faire porter à l'O. U. les fautes du Comité pour l'indépendance et de Chambelland; cette utile mise au point produit une sérieuse impression.

Après différentes interventions, Revol, à son tour, relève dans les rapports de l'U. R. de Lyon, l'aveu qu'avant le « tournant » des revendications du syndicat des produits chimiques étaient élaborées en dehors des ouvriers, qu'elles leur passaient par-dessus la tête, alors qu'on n'avait rien fait faire aboutir des précédentes revendications élaborées dans un congrès. Résultat: trois délégués à un congrès d'usine!...

De même pour le 1er mai, etc..., le travail à la base n'avait pas été fait, et le résultat!... nous l'avions indiqué depuis longtemps, des manifestations ridicules.

Revol dénonce dans ces aveux, la reconnaissance de l'incapacité des dirigeants qui n'ont su que faire du bavardage... ou de la lutte contre ceux qui n'approuvaient pas avec assez d'enthousiasme leur travail.

Il montre que ceux qui, depuis des années, n'ont su faire autre chose que leur *mea-culpa* tous les six mois, pour recommencer aussitôt leurs errements et réduit l'U. R. et l'U.L. à sa situation actuelle, ne sont pas qualifiés pour opérer un redressement. Il précise enfin que l'O. U. ne lutte pas contre le rôle dirigeant du parti, mais seulement contre les fautes commises et l'incapacité du P. C. de jouer le rôle dirigeant qu'il s'est arrogé maladroitement.

Après différentes interventions, dont celles de Doron, Chambon et Armand, Cellier répond avec sa mauvaise foi habituelle, et le C. G. aborde la discussion sur les revendications.

De nouveau, les attaques contre l'O. U. redoublent; on l'accuse de n'apporter que des critiques et pas de propositions, alors que son temps de parole est étroitement limité. Cellier note la défection de plusieurs membres de la C. E. et les mesures prises pour améliorer la situation de l'U. R. par la suppression de deux permanents!...

Suit ensuite l'énumération de l'action à mener pour les revendications dont quelques-unes seulement sont indiquées: salaires, chômage, lutte contre la guerre, A. S.

Après interventions de quelques U. L., dont celle de Roanne, où le délégué indique la lamentable situation, et les mesures de redressement prises (conseils juridiques, renseignements sur les A. S., lutte contre l'escroquerie des prestations, etc...) et une intervention de *Chambon* sur la question des U. R. et des syndicats régionaux et sur la nécessité d'envisager l'augmentation des cotisations.

Revol indique la position de l'O. U. sur les revendications, précise que le principal n'est pas d'élaborer de nombreuses revendications en leur donnant un caractère démagogique, de ne pas réclamer 5 francs quand on peut en arracher 3, de les élaborer en liaison étroite avec les ouvriers... et de les faire aboutir. Il montre la nécessité de lutter pratiquement contre la guerre et de soutenir les peuples coloniaux (indochinois) pour lesquels on n'a rien pu faire. Pour de véritables A.S. par une lutte énergique contre la loi actuelle et le versement ouvrier en se servant des exemples frappants d'escroqueries aux protestations multipliées depuis le 1er octobre, en accord sur ce point avec Roanne pour que l'on n'oublie pas la journée de 7 heures, la semaine de 44 heures, la campagne contre le chômage, les délégués ouvriers à la sécurité, les congés payés, pour l'assurance-chômage, etc...

Sur les comités de lutte, Revol rappelle que l'on a fait la même propagande pour les comités d'usine, d'unité, prolétariens, antifascistes, etc... depuis six ans, sans jamais aboutir:

Comité de lutte: pour aborder les masses, réaliser le front unique à la base, oui!... mais les transformer rapidement en section syndicale d'usines fonctionnant sérieusement, sera mieux. Enfin, Revol dénonce la fausse position des 100 % qui critiquent les minorités sur la question des A. S. et font fonctionner eux-mêmes des caisses primaires (métaux de Lyon).

Il termine en relevant vertement les attaques de Cellier contre Trotsky et « trotskystes ». Il rappelle le rôle de Trotsky et les conditions dans lesquelles il lutte.

Après lui, *Aulas* définit notre accord sur la question de la M. O. E. et du travail à faire, apporte des propositions pratiques, affirme que les militants de l'O. U. sont toujours prêts à participer au travail syndical, à quoi le délégué de l'U. L. de Châlons, approuvé par les dirigeants de l'U. R., répond que *les militants de l'opposition ne pourront participer au travail que lorsqu'ils seront en accord avec la majorité confédérale.* Nous en prenons note!...

Le rapport adopté, c'est Truy, trésorier, qui vient rendre compte de la situation financière. Hélas! mieux que tous nos discours, c'est par ce simple et clair compte rendu que les délégués des U. L. ont pu se rendre compte de la justesse des accusations et des critiques de l'opposition, de l'incapacité de leurs dirigeants et des résultats de l'absurde politique suivie depuis deux ans; nous ne citerons pas de chiffres, on comprendra pourquoi!... indiquons seulement que la ristourne au U. L. du deuxième semestre 1929 n'a pas encore été faite, et que le congrès de l'U. R. a dû être reporté à avril 1931, au lieu de décembre 1930, pour permettre de collecter les fonds pour en couvrir les frais, alors qu'à la suite d'une augmentation de la cotisation en 1930, ces frais ont été supprimés. C'est sur cela et non sur les « coups de gueules » contre l'O. U. que la base jugera les responsables de l'U. R. au prochain congrès.

Le C. G., par force, approuve, et après fixation de la date du congrès, la séance est levée.

L'O. U. a pu montrer qu'elle avait un programme sérieux et qu'elle ne visait qu'au renforcement de la C. G. T. U.

L. VORE.

Dans le Centre

La lutte des bûcherons pour les salaires

Les organisations de bûcherons sont très différentes, suivant les régions. Dans la *Nièvre*, la majorité est organisée à la C. G. T. Lafayette. Mais nous n'avons pas à faire à de véritables propriétaires de la campagne: en majorité, les bûcherons y sont à la fois agriculteurs, petits propriétaires et bûcherons pour le compte des marchands de bois.

Cette double situation permet aux bûcherons de faire grève pendant des années; ils trouvent toujours de quoi manger. En revanche, les forêts appartiennent à des propriétaires privés qui s'entendent avec les marchands de bois pour remettre les coupes à l'année suivante, si les tarifs syndicaux sont jugés trop hauts. Malgré le dévouement et l'expérience du camarade Bornet, secrétaire de la F. U. de l'Agriculture, les bûcherons de la Nièvre, peut-être à cause de leur situation sociale, suivent les ordres des Chaussy et Guillon, ex-député et député S.F.I.O., et dirigeants de la Fédération confédérée. Le 27 juillet dernier, les nouveaux tarifs acceptés par les marchands (et encore pas tous), après une grève de deux ans, sont ridiculement faibles. Les dirigeants réformistes parlaient de 7 % à 8 % d'augmentation, en fait les bûcherons ne reçoivent que 3 % en moyenne d'augmentation entièrement absorbée par les A. S. Les confédérés ont liquidé la grève avec leurs méthodes habituelles.

Il faudra faire encore un gros travail pour que ces bûcherons viennent à nous; mais les yeux finiront bien par s'ouvrir; les réformistes ne pourront toujours faire des dupes.

Dans l'*Allier*, la situation est toute différente. Il n'y a heureusement pas de confédérés. Notre influence y est prépondérante. Environ 60 % des bûcherons sont des prolétaires: ils ne possèdent rien, pas même leurs maisons. Quelques-uns sont propriétaires, mais généralement ils jouent le rôle de briseurs de grève. Les forêts y sont propriété de l'Etat, et cela oblige les adjudicataires à exploiter en temps voulu, suivant le cahier des charges. Aussi nos camarades y sont relativement forts pour appuyer leurs revendications et souvent la simple menace d'une mise à l'index a permis d'obtenir des avantages importants. Pour l'année 1930-1931, les syndicats unitaires ont obtenu des augmentations de l'ordre de 10 %; cela n'est pas considérable, si l'on pense que la charge des A. S. retombe entièrement sur les bûcherons, mais cela n'est pas non plus négligeable, si on les compare à celles des départements voisins où règnent les confédérés. La catégorie spéciale des fendeurs a eu une augmentation de 3 %, mais les A. S. y sont entièrement à la charge des patrons.

Malgré les erreurs de la C. G. T. U. et les calomnies lancées contre leurs militants, les bûcherons resteront fidèles à la centrale révolutionnaire et à la lutte de classe contre la bourgeoisie. Ils ont derrière eux un passé révolutionnaire de dizaines d'années de luttes héroïques; ils ont une glorieuse tradition de solidarité et de travail en commun. Avant la guerre, ils ont donné l'exemple aux ouvriers industriels du centre de la France; ils continueront à être à la pointe du combat pour une C. G. T. U. puissante et pour l'émancipation du prolétariat.

A. TOURAUD,
bûcheron.

P.-S. — Onze jours après la note parue dans l'*Emancipateur*, j'ai enfin reçu du secrétaire de cellule, Chabridon, l'exposé des motifs de mon exclusion.

A côté du soi-disant travail de « désagrégation » des syndicats, on m'accuse de « calomnier les dirigeants du parti, entre autres notre camarade Thorez, au moment de l'élection de Belleville ». (*sic*). Je ne me souviens guère d'avoir jamais parlé de Thorez, et seuls les journaux m'ont rappelé un jour qu'il était candidat à Belleville. Mais, n'est-ce pas, tous les prétextes leur sont bons pour essayer de cacher leur confusion.

A. T.

Le camarade Fraisse est prié de donner son adresse au Syndicat du Bijou — Bourse du Travail. (Suite de la conversation de dimanche dernier).

Les fautes fondamentales du syndicalisme

Toujours sur l'unité syndicale, et la position des syndicalistes purs — ceux qui reprennent aujourd'hui la Charte d'Amiens pour base, avec Dumoulin — nous croyons bon de republier ici un passage saillant d'un article de Trotsky. Cet article, intitulé : Les fautes fondamentales du syndicalisme (*pour servir de la discussion avec Monatte et les syndicalistes purs en général*), *a paru dans* La Lutte de Classes (*Janvier* 1930).

De tout le trésor de la théorie et de la pratique de la lutte mondiale du prolétariat Monatte n'a extrait que deux idées : l'autonomie syndicale et l'unité syndicale. Ces deux principes purs, il les a placés au-dessus de la réalité pécheresse. C'est sur l'autonomie syndicale et l'unité syndicale qu'il a fondé son journal et la Ligue syndicaliste. Hélas, ces deux idées sont vides et chacune d'elles ressemble au trou de l'anneau. Que l'anneau puisse être de fer, d'argent ou d'or, Monatte n'y fait nullement attention. L'anneau, vous savez, cela gêne toujours l'activité des syndicats. Monatte ne s'intéresse qu'au trou de l'autonomie.

Non moins vide est l'autre principe sacré : l'unité. Au nom de celle-ci Monatte s'est même élevé contre la rupture du comité anglo-russe, bien que le conseil général des Trade-Unions britanniques eût trahi la grève générale. Le fait que Staline, Boukharine, Cachin, Monmousseau et autres soutinrent le bloc avec les briseurs de grève jusqu'au moment où ces derniers leur donnèrent un coup de pied ne diminue en rien certainement la faute de Monatte. Après mon arrivée à l'étranger j'ai fait la tentative d'expliquer aux lecteurs de la *Révolution prolétarienne* le caractère criminel de ce bloc, dont les conséquences se font sentir sur le mouvement ouvrier jusqu'à présent. Monatte n'a pas voulu publier mon article. Et comment aurait-il pu en être autrement, puisque j'ai commis un attentat contre l'unité syndicale sacrée, qui résout toutes les questions, concilie toutes les contradictions?

Quand des grévistes se heurtent sur leur chemin à un groupe de briseurs de grève, ils les rejettent de leur milieu sans leur épargner les horions. Si les briseurs de grève sont syndiqués, on les jette dehors immédiatement, sans se préoccuper du principe sacré de l'unité syndicale. Contre cela Monatte n'a certainement pas d'objections à faire? Mais l'affaire est toute autre quand il s'agit de la bureaucratie syndicale et de son sommet. Le conseil général n'est pas composé de briseurs de grève arriérés et affamés, non, ce sont des traîtres tout à fait expérimentés et repus, qui se sont trouvés à un certain moment dans la nécessité de se mettre à la tête de la grève générale pour la décapiter d'autant plus rapidement et sûrement. Ils agissaient la main dans la main avec le gouvernement le patronat et les princes de l'Eglise. Il paraissait que les chefs des syndicats russes, qui étaient dans un bloc politique avec le conseil général, eussent dû immédiatement, ouvertement, implacablement rompre avec lui dès ce moment, à la face des masses trempées, trahies par lui. Mais Monatte se cabre farouchement : Interdit de troubler l'unité syndicale. D'une manière frappante, il oublie que lui-même troubla cette unité en 1915 en sortant du « conseil général » chauvin de la C.G.T.

Il faut dire carrément : Entre Monatte de 1915 et Monatte de 1929 il y a un abîme. A Monatte il doit apparaître qu'il demeure tout à fait fidèle à lui-même. Formellement c'est juste jusqu'à un certain point. Monatte répète quelques vieilles formules, mais il ignore totalement l'expérience des quinze dernières années, plus riches en enseignements que toute l'histoire précédente de l'humanité. En essayant de revenir sur ses anciennes positions, Monatte ne remarque seulement pas qu'elles ont disparu depuis longtemps. Quelle que soit la question qu'on soulève, Monatte regarde en arrière. Cela se voit particulièrement clairement dans la question du parti et de l'Etat.

LES DANGERS DE L'ETATISME

Il y a quelques temps, Monatte m'accusait de sous-estimer « les dangers de l'étatisme » (R. P., n° 79, 1er mai 1929, p. 2). Ce reproche n'est pas neuf; il a son origine dans la lutte de Bakounine contre Marx et il démontre une conception fausse, contradictoire et, au fond, non prolétarienne de l'Etat.

A l'exception d'un seul pays, le pouvoir étatique dans le monde entier se trouve aux mains de la bourgeoisie. C'est en cela, ce n'est qu'en cela que consiste le danger étatique du point de vue du prolétariat. La tâche historique de celui-ci est d'arracher des mains de la bourgeoisie cet instrument d'oppression le plus puissant. Les communistes ne nient pas les difficultés, les dangers qui sont liés à la dictature du prolétariat. Mais est-ce que cela peut pour un iota diminuer la nécessité de s'emparer du pouvoir? Si le prolétariat tout entier était entraîné par une poussée irrésistible à la conquête du pouvoir ou s'il l'avait déjà conquis, on pourrait à la rigueur comprendre tels ou tels avertissements des syndicalistes. Dans son testament, Lénine, comme on le sait, mettait en garde contre les maux du pouvoir révolutionnaire. La lutte contre les déformations de la dictature du prolétariat, l'opposition la mène depuis qu'elle existe et sans qu'elle ait besoin de faire des emprunts aux arsenaux des anarchistes.

Mais dans les pays bourgeois le malheur consiste en ce que la majorité écrasante du prolétariat ne comprend pas comme il le faudrait les dangers de l'Etat bourgeois. Par la manière qu'ils ont de traiter la question, les syndicalistes, naturellement contre leur volonté concourent à la conciliation passive des ouvriers avec l'Etat du capital. Quand les syndicalistes chantent aux ouvriers opprimés par le pouvoir bourgeois leurs avertissements contre les dangers étatiques pour le prolétariat, ils jouent un rôle purement réactionnaire. La bourgeoisie répétera volontiers à l'adresse des ouvriers : « Ne touchez pas à l'Etat parce que c'est un engin plein de danger pour vous ». Le communiste dira, lui, aux ouvriers : « Les difficultés et les dangers qui se dressent devant le prolétariat au lendemain de la conquête du pouvoir, nous apprendrons à les vaincre sur la base de l'expérience. Mais à l'heure actuelle les dangers les plus menaçants résident en ce que notre ennemi de classe tient dans ses mains les rênes du pouvoir et le dirige contre nous ».

Dans la société contemporaine il n'y a que deux classes qui soient capables de tenir dans leurs mains le pouvoir : la bourgeoisie capitaliste et le prolétariat révolutionnaire. Car c'est depuis longtemps que la petite bourgeoisie a perdu la possibilité économique de diriger les destins de la société moderne. Parfois dans des accès de désespoir elle se dresse pour la conquête du pouvoir, même les armes à la main, comme cela s'est passé en Italie, en Pologne, et dans d'autres pays. Mais les insurrections fascistes n'aboutissent qu'à ce résultat : le nouveau pouvoir devient l'instrument du capital financier sous une forme encore plus brutale. Voilà pourquoi les idéologues les plus représentatifs de la petite bourgeoisie ont la crainte du pouvoir étatique comme tel. La petite bourgeoisie craint le pouvoir quand il est entre les mains de la grande bourgeoisie parce que celle-ci l'oppresse et la ruine. Elle la craint aussi quand il est entre les mains du prolétariat, car il sape toutes les conditions de son existence coutumière. Enfin elle craint le pouvoir quand il tombe dans ses propres mains, parce que de ses mains impuissantes il doit fatalement passer aux mains du capital financier ou du prolétariat. Voilà pourquoi les anarchistes ne voient pas, les problèmes révolutionnaires du pouvoir étatique, son rôle historique, voilà pourquoi ils ne voient que les « dangers de l'étatisme ». Les anarchistes antiétatistes sont par conséquent les représentants les plus logiques et, pour cette raison, les plus décourageants de la petite bourgeoisie dans son impasse historique.

Oui, « les dangers de l'étatisme » existent aussi sous le régime de la dictature du prolétariat, mais la substance de ces dangers consiste précisément en ce que le pouvoir peut justement revenir aux mains de la bourgeoisie. Le danger étatique le plus connu et le plus apparent, c'est le *bureaucratisme*. Mais quel en est le caractère? Si la bureaucratie ouvrière éclairée pouvait amener la société au socialisme, c'est-à-dire jusqu'à la liquidation de l'Etat, nous nous réconcilierons avec une telle bureaucratie. Mais elle a un *caractère* tout à fait opposé : en se séparant du prolétariat, en s'élevant au-dessus de lui, la bureaucratie tombe sous l'influence des classes petites bourgeoises et peut par cela-même faciliter le retour du pouvoir aux mains de la bourgeoisie. En d'autres termes, les dangers étatiques sous la dictature du prolétariat ne sont en dernier lieu autre chose pour le prolétariat que le danger de rendre le pouvoir à la bourgeoisie.

La question de la *source* de ce danger bureaucratique est non moins importante. Il serait radicalement faux de croire, de supposer que le bureaucratisme surgisse exclusivement du fait de la conquête du pouvoir par le prolétariat. Non, il n'en est pas ainsi. Dans les Etats capitalistes les formes les plus monstrueuses du bureaucratisme sont à observer dans les syndicats précisément. Il suffit de jeter un coup d'œil sur l'Amérique, l'Angleterre et l'Allemagne. Amsterdam, c'est l'organisation internationale la plus puissante de la bureaucratie syndicale. C'est grâce à elle que se tient maintenant debout l'édifice tout entier du capitalisme, surtout en Europe et particulièrement en Angleterre. S'il n'y avait pas la bureaucratie des trade-unions, la police, l'armée, les tribunaux, les lords, la monarchie n'apparaîtraient que comme des jouets pitoyables et ridicules devant les masses prolétariennes. La bureaucratie des trade-unions est l'épine dorsale de l'impérialisme britannique.

Livres reçus au bureau de la revue

BERNARD LECACHE, *Séverine* (N.R.F.). J. VALLES, *Souvenirs d'un étudiant pauvre* (N.R.F.). W. WURMSER, *Courrier de la solitude* (N.R.F.). MARCEL ARLAND, *La route obscure* (N.R.F.). JOSEPH JOLINON, *Képi Pompon; Les seins durs* (Rieder). STEPHANE MANIER, *Les Vardot* (Denoel Esteel). LOUIS LECOQ, *Caïn* (Denoel Esteel). F. ENGELS, *Ludwig Feuerbach* (Les Revues). J. GIONO, *Regain* (Grasset). F. SIEBURG, *Dieu est-il Français* (Grasset). CHPILEVSKY, *Copains* (Les Revues). MAGDALEINE PAZ, *Frère noir* (Flammarion). 1 vol. 12 fr. ISRAEL KASSVAN, *« Es gibt ein anderes Amerika!* » (Der Stromverlag, Berlin).

Nous avons reçu de P. Morhange la lettre suivante :

« Nous vous communiquons l'extrait de l'acte légal de dissolution de la Société de La Revue Marxiste :

« A l'unanimité, l'Assemblée générale extraordinaire de La Société de la Revue Marxiste a pris les résolutions suivantes :

. . . . . .

Article 3. — Après examen de toute la comptabilité, l'assemblée générale extraordinaire constate qu'elle est parfaitement en règle et donne quitus aux deux administrateurs.

. . . . . .

Cet acte officiel est un premier document public qui, déjà montre l'inanité des allégations répandues l'année dernière et prétendant que La Revue Marxiste aurait disparu à la suite d'une « dilapidation » ou d'une « escroquerie ».

P. MORHANGE.

A TRAVERS LA PRESSE

La question de l'Unité Syndicale

La presse ouvrière est très préoccupée du nouveau manifeste d'unité syndicale, lancé par le *Cri du Peuple*, que nous avons analysé la semaine dernière.

Evidemment, Monmousseau et la direction de la C. G. T. U. y trouvent matière à grandes vociférations:

Il était normal que l'ex-révolutionnaire Monatte se trouvât un jour dans un bistro, la main dans la main du traître Dumoulin.

L'unité qu'ils viennent de réaliser, c'est l'unité des renégats éparpillés au cours de ces dix années à chaque étape de la lutte révolutionnaire, unité qu'ils offrent à la classe ouvrière, au moment d'un nouvel assaut de leurs patrons capitalistes contre les conditions de vie des travailleurs, au moment où les Etats capitalistes concentrent les moyens en vue de la guerre contre l'U. R. S. S.

Cette unité-là, c'est l'unité dans l'union sacrée aux pieds du capital, c'est l'unité de trahison.

(*Huma* du 22.)

Un peu moins de phrases, un peu plus de clairvoyance pour l'avenir feraient mieux notre affaire: car Monmouseau a des responsabilités dans la crise.

Quant à Gitton, dans la *Vie ouvrière* du 21, il met carrément les pieds dans le plat:

« *Ne nous y trompons pas. Cette nouvelle attaque contre le mouvement révolutionnaire se situe au moment où les faits viennent apporter une confirmation éclatante des perspectives tracées par le VIe Congrès de l'Internationale Communiste, guide et avant-garde du mouvement ouvrier révolutionnaire dans le monde entier.* »

Il ne comprend pas que cette attaque vient au contraire au moment où les perspectives et méthodes du VIe Congrès de l'I. C. s'avèrent fausses, *justement pour cela*, et parce que les Gittons et Cie ne sont pas capables de s'en apercevoir!

Le chœur des protagonistes de l'Unité syndicale à la Dumoulin ne chôme pas. C'est le *Ça Ira* (22 nov.), nouveau patron de Monatte, qui écrit:

« *Nous sommes fermement convaincus que le syndicalisme, pour être fort et fécond, doit être animé par un large esprit* socialiste (sic). *Et pourtant, nous avons salué avec sympathie l'initiative des signataires du manifeste pour l'Unité syndicale, et nous leur accordons sincèrement tout notre appui.* »

Peut-on rêver plus bel aveu du fait que cette « unité syndicale » profitera en fin de compte au « socialisme » au détriment du communisme, c'est-à-dire à la bourgeoisie au détriment de la révolution? *Ça Ira* s'en frotte d'avance les mains!

Le *Fonctionnaire syndicaliste* du 20 novembre nage dans la joie. Piquemal s'explique au sujet de l'unité syndicale dans un long rapport présenté pour le congrès de la Fédération autonome des fonctionnaires:

« *Les bases de l'unité, écrit-il, reposent sur les deux principes essentiels de la charte d'Amiens : lutte de classes, indépendance du syndicalisme. Autour de ces deux pivots, tous les syndicalistes sincères peuvent et doivent se réunir.* »

Ce que Piquemal continue à ne pas comprendre, c'est que la lutte de classes ne peut pas se mener en dehors d'influences politiques, et que le syndicalisme, s'il veut dépasser le cadre de son horizon corporatif, doit, lui aussi, refléter le programme d'une tendance politique. Ainsi, que la C. G. T. U. reflète l'influence communiste, il n'y a rien à redire. Ce qu'il faut, c'est que la tendance communiste qui influe sur la direction de la C. G. T. U. soit *juste*, contrairement à ce qui se passait dans la dernière période.

L'Information sociale (20 nov.) fait l'historique du nouveau mouvement pour l'unité syndicale. Sa prudence reflète l'attitude de certains milieux réformistes — les plus habiles — qui « attendent », montrent les écueils, suggèrent les difficultés, et qui epèrent amener peu à peu tous ces « unitaires » dans la C. G. T.

« *Enfin, en faveur de l'unité, écrit-on, il y a encore les « gaffes » de la majorité stalinienne. Sa campagne contre les minoritaires a pris une forme tellement haineuse, qu'elle la rend aussi ridicule qu'odieuse.* »

Cette manière insidieuse tend à montrer que, si dans la C. G. T. on peut espérer un redressement, une « infusion de sang nouveau », par contre, dans la C. G. T. U., et par la volonté des dirigeants, la scission est la seule perspective.

Dans le *Populaire* du 15 novembre, Blum a commenté le manifeste de Chambelland. Toujours spécieux et contourné, il se déclare plein de sympathie pour l'idée de l'unité, mais déclare qu'il ne la conçoit pas ailleurs que dans la vieille C. G. T. On s'en doutait. Blum obéit à Jouhaux. « *Je continue à penser... que l'unité syndicale ne peut être recherché et réalisée qu'à l'intérieur du cadre confédéral.* »

C'est le point de vue de Blum, de Jouhaux, de la droite réformiste en général, que les promoteurs du manifeste comptent exploiter pour abriter leur opération.

La Librairie Valois

VIENNENT DE PARAITRE

■ *Bibliothèque économique universelle*

MARCEL DÉAT

Perspectives socialistes

n-8°. ..... 15 fr. *Chantiers 1932. Les plans sont prêts...*

J. STALINE

Discours sur le Plan quinquennal

Rapport politique au Comité Central du XVIe Congrès du Parti Communiste Russe du 28 mai 1930.

n-8°..... ..... 15 fr. avec préface de GEORGES VALOIS

■ *Histoire de la Révolution mondiale*

LYDIA BACH

Histoire de la Révolution russe

V. in-8° carré. ... 30 fr. *I. LA RÉVOLUTION POLITIQUE*

■ *Romans de la Vie nouvelle*

andré fribourg

les dupes

In-16° ..... 15 fr. *L'immense duperie des combattants dans la paix manquée.*

pierre hubermont

treize hommes dans la mine

In-16° ..... 13.50 *Une grande tragédie du travail. Plus que de la littérature, de la vie.*

hermann kesten

josef cherche la liberté

In-16°..... 15 fr. Le meilleur des jeunes auteurs allemands. Prix Kleist 1929. *Grand Prix de la Littérature allemande.*

■ *Combattants européens*

JOSEF ROTH

La révolte

Traduit de l'allemand par CHARLES REBER.

In-16° : 13.50 *Le Crainquebille des mutilés.*

PINA DE MORAES

Au créneau

Traduit du Portugais par Mme P DE MORAES et PHILÉAS LEBESGUE.

In-16° : 15 fr. *Le roman d'un Portugais venu du pays du soleil guerroyer dans le brouillard des Flandres.*

POUR PARAITRE LE 6 DÉCEMBRE

Le Procès De Rosa

Avec une préface de Jean-Richard BLOCH.

In-16°, 200 pages.. ... 12 fr.

Les Cahiers bleus *Organe hebdomadaire de culture générale et d'organisation*

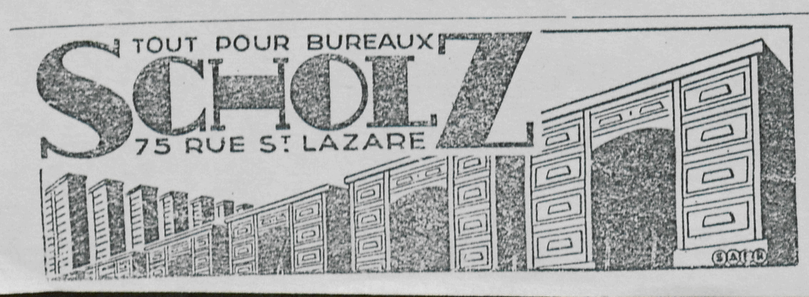
publieront en 1930-31 une série de cahiers avec le concours de MM. Charles Athert, Roland Alix, L. Baroillion, Jean-Jacques Bernard, Lydia Bach, Sammy Beracha, Edouard Berth, Henry Champly, Henri Clerc, Marcel de Coninck, Pierre Dominique Luc Durtain, André Fourgeaud, Frantz-Jourdain, Hans Heymann, Arturo Labriola, Pierre Lœwel, Jean Luchaire, Paul Marion, Pierre Mendès-France, Georges Mer, Pietro Nenni, Vincenzo Nitti, Pierre Paraf, André Philip, Henri Poulaille, Charles Reber, Paul Rives, Gaston Riou, Gustave Rodrigues, André Sauger, Gaston Sauvebois, Pierre Scize, François Valdi, Georges Valois, Vincent-Auriol, et plusieurs autres personnalités.

On s'abonne aux Cahiers bleus à la LIBRAIRIE VALOIS

	FRANCE	ÉTRANGER 1/2 tarif	ÉTRANGER tarif plein
Pour 20 cahiers.....	20. »	23. »	26. »
— 40 —	38. »	44. »	50. »
— 50 —	45. »	53. »	60. »

***Tout abonnement à CINQUANTE Cahiers** est **remboursé intégralement** en livres du fonds de la Librairie Valois (soit 45 francs de livres franco à choisir dans son catalogue, y compris les dernières nouveautés).*

7, Place du Panthéon, (Ve) - Chèque Postal : Paris 3155



Abonnez-vous à

EUROPE

LA PREMIÈRE REVUE FRANÇAISE DE CULTURE INTERNATIONALE

DANS LE N° DU 15 NOVEMBRE 1930

Les documents officiels sur le jugement et la mort de SACCO et de VANZETTI

et "PORTRAIT DE LA FRANCE", p. Friedrich Sieburg

AU MÊME SOMMAIRE : **Poèmes**, par JULES SUPERVIELLE **Aden Arabie**, par P.-Y. NYZAN - **Commentaires**, par JEAN RICHARD-BLOCH - **Notes de Lecture**, par J GUEHENNO **Chroniques et notes** de LUC DURTAIN, ANDRÉ SPIRE, FÉLIX BERTAUX, FRANÇOIS BONJEAN, JEAN GUEHENNO, É. DERMENGHEM, J. DUVAL, JACQUES ROBERTFRANCE

BULLETIN D'ABONNEMENT

à détacher et à envoyer à Monsieur le Directeur de la Revue "EUROPE" aux Éditions Rieder, 7, place Saint-Sulpice, Paris (6e)

Veuillez m'inscrire pour un abonnement d'un AN — SIX MOIS à l'édition ORDINAIRE — DE LUXE de la revue EUROPE à partir du ..... 193..

Ci-joint mandat, chèque de..... Par courrier chèque postal de..... Veuillez faire recouvrer à mon domicile la somme de..... (majorée de 1.25 pour frais de recouvrement à domicile). Compte Chèque Postal, Paris 330-77

(Biffer les indications inutiles)

	Un an	Six mois	Un an Luxe
France.....	56	30	100
Union postale	68	35	115
Autres pays...	72	38	125

Nom.....

Adresse.....

A.....le.....193.

Signature :

Note : *Nous rappelons à nos lecteurs que moyennant un léger supplément de prix, les abonnements d'un an donnent droit à 2 fr. de livres à choisir dans notre catalogue*

UN NUMERO SPECIMEN GRATUIT et les CONDITIONS D'ABONNEMENT SONT ENVOYÉS SUR SIMPLE DEMANDE ADRESSÉE AUX EDITIONS RIEDER, 7, place St-Sulpice. 7. PARIS

JOSEPH JOLINON

Prix de la Renaissance 1929

a écrit pour les Dames

Képi - Pompon

et pour les Mâles

Les Seins Durs

Un volume in-16. 15 frs.

LES ÉDITIONS RIEDER

7, Place St Sulpice - PARIS VIe

Quatre romans

Chez DENOEL et STEELE 19, rue Amélie, Paris (7e)

Les Vardot

par STEPHANE MANIER

■

LA MALADIE AU VILLAGE

par LOUIS et RENE GERRIET

■

Caïn

par LOUIS LECOQ

■

CHANTE GRENOUILLE

par EDMOND T. GREVILLE

dont on parle...

JEAN GIONO

REGAIN

roman

GRASSET 15 fr.

par L'AUTEUR DE COLLINE

CAMARADES!

Pour le 13e Anniversaire de la Révolution Russe

IL FAUT LIRE

Ma Vie

Essai autobiographique

par

LEON TROTSKY

vol. ..... 16 fr. 50 chacun

En vente à « la Vérité »

45, Boulevard de la Villette.

BIBLIOTHEQUE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

« troisième période » d'erreurs de l'Internationale Communiste par **Léon Trotsky.**

La défense de l'U. R. S. S. et l'Opposition, par **Léon Trotsky.**

En vente : à la VÉRITÉ, 45, Boulevard de la Villette.

CHPILEVSKI

COPAINS!

LES REVUES

1 VOLUME DE LA COLLECTION « VERTE »

47, rue Monsieur-le-Prince. Paris VIe.

nrf

ESSAI

MARCEL ARLAND

Prix Goncourt 1929

LA ROUTE OBSCURE

Je laisse reparaître ce livre, le premier que j'écrivis. Je n'y ai apporté aucun changement, sinon de détail. Si parfois je m'y heurte à certains déguisements, à certaine timidité de pensée, du moins j'en approuve encore l'esprit, et je reconnais pour mien.

M. A.

MÉMOIRES VRAIS

JULES VALLÈS

SOUVENIRS D'UN ÉTUDIANT PAUVRE

Jules Vallès a écrit ces Mémoires en 1883, après l'exil, après l'amnistie. Il aurait eu lieu de laisser déborder son amertume. Tout au contraire, c'est avec sérénité qu'il aborde le passé. Se résigne-t-il, abdique-t-il ses opinions, son intransigeance ? Il reste le vieux lion qui terrorisait Badinguet et M. Thiers. Mais il émeut et nous émeut, simplement, en s'avouant... Son œuvre défie le temps et ne craint pas l'oubli

B. L.

LES CONTEMPORAINS VUS DE PRÈS

BERNARD LECACHE

SÉVERINE

Séverine représente à mes yeux ce que doit être la femme dans la cité actuelle : un trouble feu, la négation des procédures, le rappel du simple peuple dont les besoins ne se réduisent pas aux formules des programmes. Son œuvre symbolise le rôle que devrait, que doit tenir, à ce moment de notre évolution nationale, la compagne émancipée, associée nécessaire des révolutions de durée, mainteneuse de ce qu'il faut de romanesque ou de romantisme dans chaque décision du progrès

A. de MONZIE.

NOUVELLES

ANDRÉ WURMSER

COURRIER DE LA SOLITUDE

Voici des hommes, seuls parmi les hommes seuls. Ils ne représentent pas sous toutes ses formes la solitude humaine, ni les innombrables aspects d'une même solitude. Chacun d'eux est, au surplus, inapte à concevoir l'angoisse des autres. En somme, des hommes comme vous et moi. Que du moins quelques-uns d'entre nous reconnaissent leur secret sur l'un de ses visages.

Bonnes feuilles

« COPAINS »

La nuit du 8 novembre, il y avait une séance du Centroflot. La plupart des discours étaient dirigés contre les « usurpateurs » bolchéviks. Pendant cette séance, quelques membres du Comité révolutionnaire — et nous étions du nombre, — réunis dans une petite chambre, décidèrent d'arrêter les membres du Comité du Centroflot et de supprimer ainsi les parlottes.

Trois hommes, armés de révolvers, — ils n'avaient même pas de fusils, — accupèrent les sorties de la salle de séances du Centroflot et conseillèrent aux bavards se ne pas avoir peur et de ne pas tenter se sortir, car il y avait ses sentinelles à la porte.

Il y eut un vacarme inimaginable.

— Alors, nous, les représentants élus des équipages, vous allez nous arrêter?.... C'est une violence inqualifiable.., etc...

Nous les priâmes de se tranquilliser.

Le vacarme cessa. Et l'assemblée nous céda, ignorant que nous n'avions comme sentinelles que trois hommes, armés de révolvers dont l'un ne contenait qu'une seule balle.

Cette même nuit, le Palais d'Hiver fut pris d'assaut, malgré la résistance des junkers et du bataillon de femmes.

Les matelots avançaient à l'assaut, la poitrine découverte, sous le feu des junkers retranchés dans le Palais. Rien ne pouvait sauver le Gouvernement. Celui-ci était condamné à l'avance. Les matelots étaient particulièrement furieux de ce que le Gouvernement provisoire se fût fait défendre par des femelles, qui avaient pris des fusils pour défendre une cause déchue.

Les matelots allaient à la bataille, en criant : « A bas les capitalistes! A bas le Gouvernement des crocodiles! »

Le lendemain, des troupes nouvelles de matelots arrivèrent d'Helsingfors et de Cronstadt. Tous les ponts furent occupés. Une partie des matelots fut expédiée au front, sous Gatchina.

La plupart n'avaient même pas de bottes. Il faisait un temps de chien. Couverts de boue, trempés, ils revenaient à Pétrograd pour se sécher un peu; puis ils reprenaient le fusil et retournaient au front. Tous marchaient en chantant et en plaisantant.

La foule, sur la perspective Nevski, commençait à se livrer aux excès. Nous y envoyâmes un détachement sous le commandement d'un matelot du *Sébastopol*, le camarade Berg.

Le détachement suit la Perspective Nevski. Les matelots essayent de faire circuler. Un vacarme s'élève. Ce sont des cris et des sifflets. La foule prend à partie les matelots :

— Usurpateurs, brigands, vous ne régnerez pas longtemps. Vous en avez pour trois jours. Nous vous tordrons le cou, bandits!

Les matelots tentent de persuader les vociférateurs; mais sans résultat. Alors ils tirent une salve en l'air. La foule s'immobilise, consternée. Puis, certains essaient de se cacher.

Une deuxième salve, en l'air.

Voilà tous ces messieurs qui courent. Ils se précipitent de tous les côtés. Les beaux cavaliers abandonnent leurs dames qui, épouvantées hurlent comme des petits porcs enfoncés dans une haie. Des citoyens au gros ventre courent aussi vite qu'ils peuvent, ne pensant qu'à se cacher et craignant qu'on n'ouvre le feu sur eux.

La Perspective Nevski fut nettoyée. Les matelots se tordaient de rire.

. . . . . .

Le chargement des munitions tirait à sa fin. Quand, à tour de rôle, nous étions libres, nous allions en ville. Une fois, nous entrâmes dans un café d'une rue centrale, tout armés, couverts de révolvers, de sabres, de grenades à mains qui pendaient sur nos corps, les épaules couvertes de bandes de balles. Nous nous installâmes à une table à part. Le café était plein de public « bien élevé ». A notre apparition, il y eut du désordre comme dans un poulailler et bien des gens se précipitèrent vers la sortie. Ceux qui restèrent nous regardaient comme des ogres. Soudain, un de nos matelots, grand amateur de musique et bon musicien, demanda au gérant la permission de jouer du piano.

Le Gérant : P. FRANK.

Imp. de la Soc. Nouv. d'Edit. Franco-Slaves 32, r. de Ménilmontant. Paris.